

# LES EMPREINTES DE LA SGCI

SUSCITER LE CHANGEMENT, CRÉER UN IMPACT

NUMERO 1/SEPT 2020



**RENFORCER LES CAPACITÉS DE RECHERCHE GESTION  
ET SERVICES CONSULTATIFS**

# TABLE DES MATIÈRES

- 3 Le soutien innovateur de la SGCI au profit de la R&D en Afrique subsaharienne est exceptionnel
- 5 La SGCI comble les lacunes de l'Afrique en matière de Recherche et d'Innovation
- 7 **BOTSWANA:** Participation du Secteur Privé dans la Recherche et l'Innovation
- 9 **BURKINA FASO:** Entretien avec le Dr Hamidou Tamboura, Directeur Général du FONRID
- 11 **COTE D'IVOIRE:** Renforcer la Collaboration entre le SGCI, le Secteur Privé et les autres Pays Africains - Entretien avec le Dr Sangaré Yaya
- 13 **ETHIOPIE:** Le SGCI renforce les capacités de Recherche en Éthiopie grâce à une Formation-Entrevue avec le Dr. Abraham Debebe Woldeyohannes
- 16 **GHANA:** Le Ghana salue le rôle de la SGCI dans la transformation du Secteur Scientifique et Technologique du pays
- 18 **KENYA:** SGCI: le NRF Promeut la Science, la Technologie et l'Innovation au Kenya
- 20 **MALAWI:** La SGCI soutient la Recherche et l'Innovation en Malawi
- 22 **MOZAMBICAINE:** La STI stimule l'Économie Mozambicaine
- 24 **NAMIBIE:** NCRST de la Namibie apprécie les efforts de la SGCI
- 25 Le Cadre Réglementaire de la Namibie pour la Recherche et l'Innovation
- 27 **RWANDA:** Le Rwanda mise sur le renforcement des capacités pour stimuler l'avenir des résultats et l'impact de la Recherche
- 29 **SENEGAL:** La SGCI renforce la Recherche Collaborative au Sénégal
- 31 **TANZANIE:** Se mettre à l'écoute des parties prenantes afin de promouvoir la STI
- 32 La SGCI rehausse le profil de la R&D en Tanzanie
- 34 **UGANDA:** Renforcer les capacités de l'UNCST en matière de Gestion de la Recherche et d'octroi de subventions
- 38 **ZAMBIE:** Le NSTC lance un nouveau plan stratégique triennal
- 40 **ZIMBABWE:** La Formation par la SGCI devient fructueuse pour le Zimbabwe

## A PROPOS DE SGCI

La SGCI est une initiative multi-donateurs qui vise à renforcer les capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGC) en Afrique Subsaharienne (ASS) afin de soutenir la recherche et les politiques fondées sur des preuves qui contribueront au développement économique et social. Les objectifs de cette initiative sont de renforcer la capacité des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique : (i) gérer la Recherche ; (ii) Concevoir et suivre des programmes de recherche basés sur l'utilisation de solides indicateurs de la Science, Technologie et Innovation (STI); (iii) soutenir l'échange de connaissances avec le secteur privé ; et (iv) établir des partenariats entre les Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique et d'autres acteurs du système scientifique.

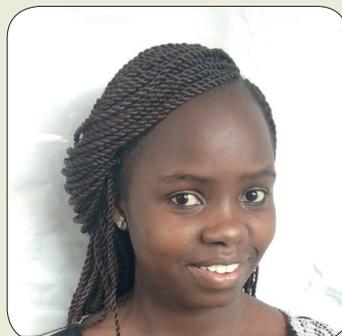
L'initiative est financée conjointement par le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA), la Fondation Nationale de Recherche (NRF) d'Afrique du Sud et la Fondation Allemande de Recherche (DFG).

# Soutien Innovateur de la SGCI au Profit de R&D en Afrique Subsaharienne L'Afrique Excelle

Sharon Atieno



Dr Ellie Osir, Spécialiste de Programme Principal, CRDI



Sharon Atieno, Journaliste Scientifique

En discutant des origines de l'initiative, le Dr Osir a expliqué qu'en raison des précédents travaux connexes faits en Afrique du Sud, le CRDI a convoqué la réunion à laquelle ont participé le Fonds National de la Recherche (NRF) d'Afrique du Sud et le Ministère britannique du Développement International (DFID). Au départ, nous devions travailler avec huit des CSRS, car le critère était de travailler avec des pays qui ont un Conseil, mais beaucoup plus de

pays ont exprimé leur intérêt”.

Une révolution de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) est en train d'émerger en Afrique Subsaharienne (ASS). Les résultats des activités de Recherche et Développement (R&D) courantes dans 15 pays montrent qu'avec un soutien approprié, l'Afrique Subsaharienne peut se défaire de l'idée répandue selon laquelle elle est un lieu où la STI sont au point mort dans le 21e siècle qui est apparemment surchargé de prouesses scientifiques.

L'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) menée dans la région est à l'origine des efforts novateurs continus déployés pour financer et renforcer la gestion et la coordination des systèmes scientifiques nationaux de l'ASS, y compris l'engagement productif avec les décideurs politiques et les partenaires de développement en termes de coordination et de promotion pratique des activités technologiques à l'intérieur et au-delà des frontières nationales.

*“Le financement efficace des Conseils Subventionnaires de la recherche Scientifique (CSRS) contribue au développement durable axé sur la STI, en particulier si le soutien est axé sur des domaines de recherche qui contribuent directement aux besoins de développement socio-économique des pays participants”.* Déclare le Dr Ellie Osir, spécialiste de programme principal au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

*“Les CSRS sont essentiels au financement et à la promotion de la recherche et l'innovation. Parmi les défis auxquels sont confrontés les CSRS, on peut citer les capacités limitées, le financement inadéquat, le chevauchement des rôles et la nécessité d'améliorer la coordination avec d'autres organismes.* Le Dr Osir a déclaré lors d'un entretien portant sur divers aspects du SGCI et des CSRS en Afrique Subsaharienne, qu'il est également urgent d'adopter des législations appropriées et de mettre en œuvre des politiques de financement de la science et de la recherche.

Cependant, la révolution silencieuse courante repose sur un document ou une proposition de programme de cinq ans intitulé « le DFID, le CRDI et le NRF s'associent pour renforcer les Capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique en Afrique Subsaharienne-30 mars 2015. Le programme demeure axé sur la recherche et les données probantes des politiques qui contribuent au développement socio-économique.

Les pays participant au programme comprennent le Sénégal, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe, le Mozambique, la Namibie, le Botswana et le Rwanda. Selon le Dr Osir, l'augmentation du financement des sciences est conforme à la Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique (STISA) 2024. Toutefois, les gouvernements n'investiront pas plus d'argent s'ils n'en voient pas les résultats. Les CSRS sont censés utiliser les indicateurs STI pour convaincre le gouvernement de l'impact de leurs recherches.

Les gouvernements africains se sont engagés à augmenter leurs dépenses intérieures brutes de recherche et développement (DIRD). Par exemple, le Kenya s'est engagé à allouer 2 % de son Produit Intérieur Brut (PIB) à la recherche et au développement.

Les principaux objectifs du programme comprennent le renforcement de la capacité du CSRS à : gérer, concevoir et suivre des programmes de recherche en utilisant des indicateurs STI solides ; soutenir l'échange de connaissances avec le secteur privé et établir des partenariats avec d'autres acteurs du système scientifique, ce qui implique également une mise en réseau et un partage approprié.

Le Dr Osir a souligné qu'outre leur faible capacité à entreprendre leurs travaux, les Conseils travaillaient également de manière isolée au-delà des frontières, se concentrant uniquement sur leurs propres pays, et que cette situation était aggravée par le manque de financement de leurs propres gouvernements. Par exemple, à l'heure actuelle des scientifiques en Ouganda et en Côte d'Ivoire collaborent à des recherches visant à améliorer la production d'ignames.

Ayant été parmi les principaux chercheurs du Centre International de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE), le Dr Osir, qui connaît bien les questions liées aux activités de R&D en Afrique, note que le soutien apporté par le SGCI aux conseils pour qu'ils travaillent ensemble fait partie de ses principales réalisations. Il a notamment permis de conclure des accords de coopération en signant des protocoles d'accord et en entreprenant des activités ensemble. De plus, les protocoles d'accord sont censés permettre aux conseils de coopérer même après la fin du SGCI.

Le Dr Osir a déclaré: *“Nous avons aidé les CSRS à organiser des concours de recherche de haute qualité. Les appels étaient effectués correctement et certains même sont réalisés à l'aide de plateformes en ligne pour surveiller la recherche. Si les Conseils sont capables de prendre des décisions correctes sur les recherches qu'ils financent, ils pourront avoir des impacts socio-économiques positifs”*.

Il est évident qu'il est nécessaire d'harmoniser toute procédure. Grâce au soutien du SGCI, les conseils sont en mesure d'aligner leurs propres priorités sur celles du développement socio-économique national. Toutefois, selon le Dr Osir, *“Tous les conseils n'étaient pas au même niveau dans leur capacité, ce qui signifie que nous avons dû changer l'approche du programme et élaborer une approche plus adaptée en matière de renforcement des capacités, ce qui s'est avéré plus coûteux car cela impliquait travailler pays par pays”*.

Certains conseils, par exemple le Fonds National de la Recherche du Kenya (NRF), comptent quelques personnes seulement et essayer de renforcer les capacités d'un nombre restreint de personnes devient difficile. *“Parfois, vous formez des gens et vous découvrez qu'au bout d'un an, ils ont été déplacés ou transférés vers d'autres départements ou organisations, ce qui rend la continuité difficile car vous devez continuer à former de nouvelles personnes. Le fait de travailler avec les mêmes personnes tout au long de la formation garantit le partage et l'utilisation des connaissances”*, a souligné le Dr Osir.

## Nouvelles Tendances

L'intérêt pour une collaboration entre les Conseils ne cesse de croître. La Communauté de l'Afrique de l'Est, par exemple, essaie d'harmoniser les activités entre les pays membres. Les Conseils essaient également de travailler ensemble en harmonie avec le concept de rationalisation. La Commission

des sciences et technologies de l'Afrique de l'Est (EASTECO) est une commission régionale dont les membres sont la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Kenya, le Burundi et le Sud-Soudan.

Les nouvelles tendances comprennent également une incitation à investir plus d'argent dans les STI. La Commission de l'Union Africaine (CUA) pousse les pays membres à investir au moins 1 % de leur PIB dans les activités de R&D.

En matière de politiques, le Dr Osir déclare que *“changer les politiques”, qui est fait par les gouvernements au niveau national, ne nous intéresse pas vraiment, mais chaque document commandé a donné lieu à une note d'orientation et pourrait avoir influencé dans certains cas certaines politiques, mais nous n'en avons pas encore la preuve”*.

## Future

La SGCI attire de plus en plus de bailleurs de fonds et suscite de plus en plus d'intérêt. Elle a commencé avec trois pionniers - le CRDI, le NRF et le DFID - puis l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et la Fondation Allemande pour la Recherche (DFG) ont finalement joints l'Initiative. Le SGCI va s'étendre, la première phase sera achevée en septembre 2020. La deuxième phase du SGCI a débuté il y a deux ans et a été financée par Sida, le CRDI et la DFG, qui financent notamment des projets de recherche. De nombreux bailleurs de fonds sont intéressés à fournir des fonds aux Conseils. L'idée est que s'ils commencent à être plus actifs, leurs gouvernements interviendront et fourniront plus d'argent destiné à investir dans les STI.

## Fabrication et industrialisation

Le Dr Osir reconnaît que la fabrication et l'industrialisation sont un objectif majeur des pays africains. Toutefois, il n'y a pas d'objectif explicite à se focaliser sur l'industrialisation en tant que telle. Cela ne relève pas de la SGCI. Mais il est bien noté que l'idée de passer de la production primaire comme l'agriculture ou l'élevage à la fabrication est un objectif clé de la plupart des Conseils car ils veulent s'aligner sur les objectifs nationaux.

Toutefois, avec des politiques appropriées, l'industrialisation et la fabrication peuvent être liées de manière appropriée à des partenariats du secteur privé impliquant des engagements avec les universités et les instituts de recherche financés par les CSRS.

Cela est d'autant plus vrai si les chercheurs ont la capacité de positionner leur recherche en vue de son adoption. Enfin, l'échange accru de connaissances avec le secteur privé sur la base des résultats de la recherche permet également aux CSRS d'élaborer des politiques qui renforcent les liens avec les acteurs du secteur et favorisent ainsi l'innovation.

# Le SGCI Comble les lacunes de l'Afrique en Matière de Recherche et d'Innovation

Mary Hearty (Nairobi, Kenya)



Mary Hearty, Journaliste Scientifique

Selon l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI), la Science, la Technologie, l'Innovations (STI) et les partenariats sont essentiels à la promotion du Développement économique et social dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

Actuellement, les STI ont profondément changé la façon dont les gens vivent, s'associent, communiquent et se comportent. En retour, cela a eu un impact important sur les développements sociaux et économiques au niveau mondial.

Cependant, il existe encore un énorme déficit en matière de recherche afin que les systèmes de STI puissent promouvoir les développements socio-économiques en Afrique Subsaharienne

*“Cela est dû au financement limité de la recherche et de l'innovation, à la faible capacité de gestion de la recherche et à la médiocrité des infrastructures”*, a déclaré l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (SGCI) lors de l'examen annuel de 2018.

En raison de ces défis, la SGCI a été en première ligne pour renforcer les systèmes scientifiques nationaux par le biais des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (CSRS) afin de promouvoir le développement économique et social en Afrique subsaharienne.

Selon le rapport, la SGCI soutient la recherche qui apporte des preuves pour briser le cycle de la pauvreté, réduire les inégalités et les vulnérabilités, et aider les gens à vivre en meilleure santé et de manière durable.

Cette initiative a été lancée afin de produire des pratiques de gestion de la recherche plus efficaces au sein des conseils ; renforcer la capacité à concevoir et à suivre les programmes de recherche et à formuler et mettre en œuvre des politiques basées sur les indicateurs STI.

De même, accroître la capacité des conseils à promouvoir le transfert de connaissances vers le secteur privé, et renforcer la coordination et la mise en réseau des conseils.

Les Conseils ont fait d'énormes progrès vers la réalisation de ses objectifs, y compris le renforcement des collaborations par le biais de nouveaux accords formels entre les conseils participants.

*“Un certain nombre de ces accords a conduit à des appels à propositions conjoints destinés à soutenir la recherche dans des domaines d'intérêt mutuel”, a reconnu le SGCI au cours de la période de référence.*” Par exemple, un accord impliquant les États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), qui comprend le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda, a donné lieu à un appel à propositions et au financement de deux projets communs sur la fabrication.

En outre, deux nouveaux conseils, le Malawi et le Mozambique, ont fait participer le secteur privé au lancement d'appels à propositions de projets. Lors de leur évaluation de 2018, la Commission Nationale pour la Science et la Technologie du Malawi (NCST) et le Fundo Nacional de Investigacao (FNI) du Mozambique ont engagé des acteurs du secteur privé dans le cadre de la publication d'appels à propositions et du cofinancement de projets de recherche.

Les secteurs privés dans le cadre de ces appels ont été inclus en tant que partenaires de recherche. Les appels ont indiqué qu'ils étaient impliqués dans la conceptualisation et l'exécution des projets, la mobilisation des membres par le biais d'associations, l'adoption et la commercialisation des résultats de la recherche.

Au Malawi, l'appel s'est concentré sur les énergies renouvelables, un projet visant à piloter la production de biogaz comme solution à la gestion des déchets municipaux sur le plus grand marché à ciel ouvert du pays.

Alors qu'au Mozambique, l'appel portait sur le tourisme, le développement d'applications technologiques et d'approches visant à renforcer l'industrie touristique du pays. En outre, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Zimbabwe, entre autres, ont établi des partenariats et des collaborations stratégiques avec le SGCI.

Ces partenaires ont versé des subventions de recherche au Mozambique et à la Namibie sur la transformation des produits agricoles ; au Sénégal et au Burkina Faso sur l'agriculture et la santé ; en Ouganda et en Côte d'Ivoire sur

l'agriculture et la santé végétale, l'environnement et la santé humaine. Les pays de la CAE ont également reçu des fonds de recherche sur l'industrie manufacturière.

Néanmoins, les Conseils ont fait état des limites rencontrées lors du versement de ces subventions de recherche. Elles comprennent le faible nombre de demandes. La soumission de propositions de recherche de faible qualité et la barrière linguistique.

L'incompatibilité entre les systèmes de soumission de propositions en ligne et sur papier, la capacité limitée de gestion des contrats et la dépendance excessive à l'égard des examinateurs externes, qui ont retardé le processus, ont constitué d'autres difficultés.

Heureusement, certaines de ces limites ont été abordées lors de divers forums. Par exemple, en mai 2018, un forum multipartite a été organisé au Burkina Faso afin d'examiner les obstacles aux partenariats public-privé pour la recherche et l'innovation. En outre, la SGCI a organisé des formations à la gestion des subventions pour les acteurs du Conseil issus des universités et des instituts de recherche au cours de la période considérée.

Par exemple, la Southern African Research and Innovation Management Association (SARIMA) et ses partenaires ont aidé le Mozambique et la Namibie à organiser des concours de haute qualité.

*“La formation de SARIMA a permis à la Namibie d'intégrer une procédure d'appel lors de l'élaboration des règles d'octroi des subventions. Le Mozambique de son côté a demandé une aide supplémentaire pour son cadre de suivi et d'évaluation”,* a expliqué le SGCI.

SARIMA a également organisé une conférence pour sensibiliser à l'utilisation du cadre de compétences professionnelles. Cela a été fait afin de renforcer la capacité de gestion durable de la recherche des Conseils par le biais du développement professionnel et de la formation.

En outre, SARIMA a lancé 6 cours de formation en ligne en septembre 2018. Heureusement, les Conseils ont manifesté un intérêt considérable avec environ 142 inscriptions et une moyenne de 23 apprenants par cours.

Des agences comme l'Agence de Développement de l'Union Africaine - Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (AUDA -NEPAD) ont soutenu les conseils en les formant sur les processus, procédures et méthodologies de collecte de données et de suivi des impacts de leurs recherches.

De même, les Conseils du Botswana, du Burkina Faso, de l'Éthiopie, du Rwanda, du Sénégal et de la Zambie ont reçu un soutien technique de modification de leur les outils de collecte de données pendant cette période. Ils

ont également été formés sur la collecte, l'analyse et l'utilisation des données.

Même si la plupart des Conseils ne disposaient pas d'une infrastructure de données STI solide pour rendre les données accessibles, l'AUDA-NEPAD a promis de soutenir les Conseils à construire une infrastructure de données qui aiderait à démontrer les résultats de la recherche.

La SGCI a également mis l'accent sur l'égalité des sexes et l'inclusion dans son travail. Ces questions ont été considérées comme des priorités essentielles dans les projets de recherche.

Par exemple, le PASRES en Côte d'Ivoire a organisé un atelier sur la Science, la Recherche et le Genre pour célébrer les femmes dans les STI, encourager les filles à s'impliquer davantage dans les STI et fournir une plateforme pour le partage d'expériences mondiales et régionales.

Le Burkina Faso a également demandé une assistance pour l'intégration de la dimension de genre. Là encore, le SARIMA a mis au point un cours en ligne portant spécifiquement sur le genre dans les sciences et les technologies et 16 participants du Conseil ont manifesté leur intérêt pour ce cours. En outre, la SGCI a aidé le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire à participer à la réunion de l'Association Ouest-Africaine de gestion de la recherche et de l'innovation (WARIMA) en janvier 2018. L'aide visait à promouvoir la participation des femmes à leurs recherches.

La SGCI a souligné que trois femmes ont été incluses dans un panel de discussion sur les nouvelles approches de financement de la recherche et de l'innovation au cours de la période d'examen. Au-delà de ces réalisations, la SGCI en 2018, a démontré l'optimisation des ressources lors de diverses activités.

Les Conseils ont organisé des sessions de formation dans leurs locaux, et certaines formations ont été organisées en même temps que d'autres réunions afin de réduire les coûts. Par exemple, le SARIMA a organisé des ateliers de formation parallèlement à la Réunion Régionale de 2018 et au Forum Annuel.

De même, la SGCI a mentionné que les Agences Techniques Collaboratrices (CTA) organisaient des ateliers de formation au lieu de dépendre de consultants. Là encore, le NEPAD a fait appel à des experts locaux d'agences telles que les Bureaux Nationaux de Statistiques et les Ministères du Commerce pour ses formations.

Par ses efforts de promotion des STI en Afrique Subsaharienne, la SGCI continue d'encourager les conseils à inciter les gouvernements à accroître les investissements dans la recherche et le développement afin de combler cet écart.



# BOTSWANA

## Le Secteur Privé sous le Point de Participer à la Recherche et à l'Innovation

Justice Kavahematui, (Gaborone, Botswana)



Lesego Thamae, Directeur, Département de la recherche, de la Science et de la Technologie



Justice Kavahematui, Journaliste Scientifique

Le Botswana est sur le point de formuler une stratégie d'engagement du secteur privé dans la recherche, la science, la technologie et l'innovation, dont le développement a été financé par l'Initiative des Conseils subventionnaires de la Recherche scientifique (SGCI) à hauteur de 50 000 Dollars.

Lorsqu'elle sera en place, la stratégie aidera le pays à mieux gérer et coordonner la recherche et l'innovation.

*"Nous essayons principalement de faire participer notre secteur privé à la recherche et à l'innovation, nous travaillons toujours sur la stratégie, et la bonne nouvelle est que nous avons pu obtenir des fonds pour pouvoir terminer le travail et qu'il a été financé à 100% par l'initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique,"* a déclaré Abraham Mathodi, Agent en chef de la Recherche, de la Sciences et de la Technologie du Botswana au sein du département de la Recherche, de la Science et Technologie.

Le Botswana est confronté à un certain nombre de défis dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, dont les principaux sont un financement limité et un secteur privé limité.

*"Le secteur privé est encore limité. La Recherche et l'innovation se font à une échelle très limitée",* explique

Lesego Thamae, Directeur au département de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Dans le cadre de cette initiative, la stratégie d'engagement du Botswana examinera comment susciter l'intérêt du secteur privé pour participer et jouer un rôle dans la recherche, que ce soit par le biais de partenariats avec le secteur public ou de leur propre initiative, explique-t-elle.

Selon Mme. Thamae, le pays n'avait pas les moyens d'attirer le secteur privé dans la recherche et le développement, *"donc la stratégie que la SGCI nous aide à concevoir nous donnera l'occasion d'examiner les moyens par lesquels le pays pourrait attirer le secteur privé dans le financement de la recherche"*.

La SGCI se concentre sur le renforcement des capacités des CSRS afin de soutenir la recherche et les politiques fondées sur des preuves qui contribueront au développement économique et social en Afrique Subsaharienne.

Selon Mme Thamae, la participation du Botswana au SGCI nous a permis de *"voir ce que nous pouvons faire, en ce qui concerne le renforcement de la recherche menée par le secteur privé et l'obtention de subventions de recherche pour mener à bien le programme de recherche."*



Oabona Monngakgotla, Directeur Adjoint at Département de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Botswana

Elle affirme que les institutions, telles que les universités, sont des acteurs clés de la recherche et du développement et qu'il est nécessaire de créer des synergies entre les instituts de formation et le secteur privé.

*“Par exemple, une université peut avoir la capacité de faire de la recherche et de l'innovation, mais si le secteur privé ne reprend pas la technologie de l'université, alors tout le processus va à l'encontre de l'objectif de la recherche. Ou si l'université n'entretient pas de relations avec le secteur privé, l'université ne saura pas ce dont le secteur privé a besoin”.* Elle a souligné.

L'un des objectifs du SGCI en Afrique Subsaharienne est de soutenir l'échange de connaissances avec le secteur privé ; et aussi, d'établir des partenariats entre les CSRS et d'autres acteurs du système scientifique, un objectif qui, selon M. Thamae, permettra d'avoir une recherche et une innovation coordonnées et bien financées sur le continent.

Selon elle, le secteur privé en Afrique Subsaharienne a besoin de recherches et de nouvelles informations pour pouvoir croître et s'épanouir.

*“Les grandes entreprises ont besoin de plus de recherche, malheureusement pour les grandes entreprises, la plupart d'entre elles sont étrangères. Elles auront donc déjà des centres de recherche établis ailleurs, mais si nous pouvons démontrer à l'intérieur du pays notre capacité à améliorer leurs produits par la recherche, nous devrions pouvoir les attirer pour qu'elles s'installent dans le pays ou avoir des chercheurs botswanais comme alternative”,* a déclaré le directeur, ajoutant que “cela ne pourrait se faire qu'en renforçant la capacité de ces institutions à mener des recherches de pointe qui peuvent être compétitives au niveau mondial.

L'Afrique Subsaharienne a besoin d'un système de soutien approprié, tel que les SGCI, pour réussir dans le domaine

de la Recherche, de la Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, afin que les CSRS puissent obtenir de meilleures subventions internationales et exploiter le financement du secteur privé pour la recherche et l'innovation.

*“En Afrique, le financement de la recherche est insuffisant et il est entendu qu'il y a beaucoup de fonds pour la recherche dans l'espace mondial, mais pour accéder à ces fonds, vous devez venir en tant que partenaires. Il est difficile d'accéder à ces fonds en tant qu'individus.”*

Le Botswana est à la traîne par rapport à d'autres pays. Contrairement à la plupart des pays africains, il ne dispose pas d'un CSRS autonome. Il s'agit plutôt d'un service gouvernemental qui coordonne la recherche. Dans d'autres pays, les CSRS sont chargés de la mise en œuvre des politiques, tandis que le ministère du gouvernement est le décideur politique.

*“Oui, nous avons un Hub d'innovation. Mais il est nécessaire de disposer d'un CSRS solide et statutaire pour mener des recherches qui alimenteront le centre. Il est nécessaire d'avoir à la fois un fonds d'innovation et un fonds de recherche dans un pays”,* déclare Mme. Thamae.

La Politique Nationale du Botswana pour la Recherche, la Science, la Technologie et l'Innovation de 2011 a recommandé la création du Conseil de la recherche, mais cela n'a pas encore été réalisé. Le gouvernement devrait donner la priorité à l'actualisation de cette importante disposition politique, car la STI est l'épine dorsale de toute économie.

“  
Une Université peut avoir la capacité de mener la recherche et l'innovation, mais si le secteur privé n'adopte pas la technologie de l'université, alors tout le processus va à l'encontre de l'objectif de la recherche. Ou si l'université n'entretient pas de relations avec le secteur privé, l'université ne saura pas ce dont le secteur privé a besoin

# BURKINA FASO



## Entretien avec le Dr Hamidou Tamboura, Directeur Général, FONRID



*Dr Hamidou Tamboura, directeur général du Fonds National de Recherche et d'Innovation pour le Développement (FONRID)*

*Le Dr Hamidou Tamboura, zoologue, est le directeur général du Fonds National de Recherche et d'Innovation pour le Développement (FONRID). Dans cet entretien, il explique le rôle des Conseils chargés du financement de la recherche en Afrique Subsaharienne (SGCI) et de la mise en réseau pour le renforcement des capacités.*

### **Q. Quel a été le rôle du Conseil Subventionnaire la Recherche Scientifique en Afrique subsaharienne (SGCI) au Burkina Faso?**

La SGCI est une organisation interinstitutionnelle. Elle a été créée au niveau sous-continentale et est représentée au Burkina Faso par le Fonds National de Recherche et d'Innovation pour le Développement (FONRID). C'est l'agence chargée de financer la Science, la Recherche, l'Innovation et une grande partie de la valorisation des résultats de la recherche. Nous avons été officiellement chargés par le Gouvernement du Burkina Faso, par l'intermédiaire du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de représenter le pays dans cette initiative. En ce sens, nous apportons notre contribution grâce à notre petite expérience du financement de la recherche au niveau national. Nous travaillons également avec des organismes d'autres pays un peu plus anciens. Le FONRID joue ce rôle au Burkina Faso en tant que point focal pour la SGCI.

### **Q. Quelles recherches avez-vous financées dans le cadre de cette initiative?**

La SGCI au Burkina Faso, par l'intermédiaire du FONRID, comporte plusieurs volets. En ce qui concerne le volet de

financement de la recherche, il est en miniature. En effet, jusqu'à présent, il n'y a que deux projets que nous avons pu financer dans le cadre du SGCI.

Il s'agit de projets bilatéraux entre le Burkina Faso et le Sénégal, où notre agence a signé des accords avec l'agence sénégalaise. Nous avons lancé un appel à projets qui nous a permis de sélectionner deux projets. Dans chaque projet, il y a des chercheurs burkinabés et sénégalais qui travaillent sur le même thème.

Le premier thème concerne l'Agriculture. Il traite de la qualité des sols qui ont été beaucoup exploités, mais en ce qui concerne les aspects de fertilisation des sols, il y a eu une accumulation de certains minéraux et cela a entraîné une baisse de la productivité. Une équipe de chercheurs travaille donc sur ce volet du projet à Sourou (ouest du Burkina Faso).

Le deuxième thème est lié aux personnes âgées, un sujet très original en termes de santé et de bien-être. Si nous avons une longue vie, nous sommes tous appelés à passer cette étape. Mais curieusement, peu de travail a été fait sur cette frange de la population, alors que ces personnes ont de nombreux problèmes. Ces problèmes sont de nature sanitaire, sociale et sociétale, c'est pourquoi il nous a semblé approprié de financer un thème de recherche sur ce groupe de population. Ce deuxième projet est mené avec deux sous-équipes de chercheurs, l'une au Sénégal et l'autre au Burkina Faso. Ces chercheurs s'efforcent de mieux comprendre ces problèmes afin de proposer des solutions.

Il y a également un autre volet qui concerne le renforcement des capacités des acteurs de la recherche au Burkina Faso. Dans ce domaine, la SGCI a financé des sessions de formation qui concernent de nombreux Burkinabè à cet égard. Ces sessions ont été organisées avec l'appui des experts envoyés la SGCI.

Ils ont travaillé sur des thèmes intéressants tels que "rédiger un bon projet de recherche", "respecter l'éthique de la recherche", "prendre en compte les souhaits des politiques" et "s'assurer que la recherche est pertinente". Il existe également un troisième volet, qui consiste à aider le pays à identifier les indicateurs les plus pertinents et susceptibles de motiver les responsables politiques à financer davantage de recherche.

**Q. Y a-t-il eu du réseautage entre les chercheurs formés?**

Il y avait une sorte de réseau informel parmi tous les chercheurs scientifiques et innovateurs qui ont bénéficié de la formation sous la forme d'une base de données. Lorsque des appels à projets sont lancés, qu'il s'agisse d'appels nationaux ou internationaux, nos chercheurs sont en mesure d'attirer des financements pour leurs activités. Il y a eu, par exemple, trois appels internationaux avec l'Union Européenne où nous avons pu glaner quelques projets. Il y a des appels en cours où nos équipes ont été présélectionnées et nous attendons les résultats finaux.

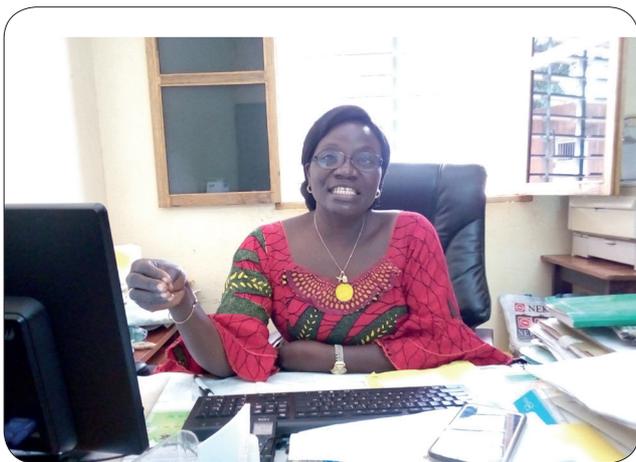
**Q. Y a-t-il des perspectives en ce qui concerne toutes les activités que vous avez pu mener sous l'égide de la SGC?**

La première phase étant achevée, nous avons tiré des enseignements pour les perspectives d'une éventuelle deuxième phase, car nous avons beaucoup appris sur ce que font nos collègues. Il y a des façons d'organiser, de travailler, de financer et de suivre des projets que nous ne sommes

pas sûrs d'avoir pu apprendre si nous n'avions pas eu ces contacts.

Il y avait 15 pays différents et donc 15 expériences différentes. Il n'y avait que trois pays francophones et les systèmes ne sont pas les mêmes. Nous avons également tiré des leçons sur l'intervention de soutien. Malgré le fait que nous avons autant bénéficié, nous regrettons tout de même de ne pas avoir choisi des experts de notre propre pays. Nous estimons avoir des experts capables de dispenser ce type de formation dans d'autres pays également.

Des suggestions ont été faites dans ce sens pour la deuxième phase qui a débuté en 2019 afin de changer le format. Nous pensons que nous devons travailler avec une expertise endogène pour nous permettre de bien connaître l'environnement, d'identifier le besoin de renforcement des capacités et de combler ce besoin. Le message a été bien et bien reçu car la formulation de la deuxième phase a pris en compte cet aspect et nous nous en félicitons.



# CÔTE D'IVOIRE

## SGCI: Renforcer la Collaboration avec le Secteur Privé et les Autres

### – Entretien avec le Dr Sangaré Yaya

Theodore Kouadio



Dr Yaya Sangaré, Coordinateur National du SGCI



Theodore Kouadio, Journaliste Scientifique

*Dr Sangaré Yaya, coordinateur National du SGCI : "Cette initiative nous a permis d'améliorer nos relations avec le secteur privé. La deuxième phase de l'initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique d'Afrique Subsaharienne (SGCI) a débuté cette année -2020. Le Dr Sangaré Yaya, Coordinateur National de la SGCI, a évoqué divers aspects de l'initiative en Côte d'Ivoire.*

#### **Q. Que pouvons-nous apprendre de l'initiative SGCI en Côte d'Ivoire?**

L'Initiative des Conseils Subventionnaires de Recherche Scientifique en Afrique Subsaharienne (SGCI) a contribué à développer nos capacités en tant que structure de financement de la recherche en Côte d'Ivoire. Elle a également donné l'occasion aux structures de financement de la recherche des pays africains francophones et anglophones de travailler ensemble. En d'autres termes, grâce à l'Initiative, des pays comme le Mozambique, un pays lusophone, collaborent avec les pays africains francophones et anglophones.

#### **Q. Quel impact les différentes langues ont-elles eu sur la qualité de la recherche?**

D'une manière générale, les méthodes scientifiques sont les mêmes. C'est l'environnement dans lequel nous vivons

et travaillons qui aura un impact positif sur la recherche. Ainsi, le fait de travailler avec des pays anglophones ou lusophones a eu un impact positif sur notre recherche. Le fait de travailler ensemble nous a permis d'améliorer notre compréhension des faits.

#### **Q. Quelles sont les organisations qui soutiennent ou financent l'Initiative?**

L'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique d'Afrique Subsaharienne (SGCI) est soutenue par plusieurs organisations, notamment le Ministère Britannique du Développement International (DFID), le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, la Fondation Nationale de Recherche (NRF) d'Afrique du Sud et l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA).

#### **Q. Quels sont les objectifs prioritaires?**

L'initiative est structurée autour de quatre objectifs prioritaires ou clés qui comprennent le renforcement des capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (CSRS) ou des organismes de financement de la recherche en Afrique Subsaharienne pour mieux gérer la recherche, concevoir des programmes de recherche

basés sur l'utilisation d'indicateurs solides en termes de Science, de Technologie. et d'innovation (STI), promouvoir l'échange d'expériences et de connaissances avec le secteur privé et enfin, renforcer le partenariat entre les organismes de financement de la recherche ou les Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique. Ces objectifs sont mis en œuvre par les Agences de Collaboration Technique (SARIMA, NEPAD, ACTS et ATPS).

### **Q. Quels projets de recherche la Côte d'Ivoire a-t-elle pu mettre en place avec d'autres pays dans le cadre de la SGCI?**

Des équipes mixtes de chercheurs ivoiriens et ougandais ont mené des études sur les maladies de l'igname et du riz dans le cadre du Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique (PASRES). Les deux projets de recherche porteurs de succès concernaient l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire. L'Ougandais Geoffroy Onaga et l'Ivoirien Fatogoma Sorho ont réalisé une "étude épidémiologique des maladies virales de l'igname en Côte d'Ivoire et en Ouganda". Quant à Titus Alicai d'Ouganda et Justin Pita de Côte d'Ivoire, ils ont travaillé sur un "dépistage robuste des variétés de riz de Côte d'Ivoire pour la résistance aux virus et vecteurs endémiques en Ouganda".

### **Q. Quelles sont les difficultés rencontrées en Côte d'Ivoire?**

Les défis initiaux étaient les communications. La base de travail était l'anglais. Mais beaucoup d'efforts ont été faits pour traduire les documents dans les deux langues. Il y a également eu un renforcement des capacités en anglais. De grands efforts ont été faits par tous pour surmonter cet obstacle. L'autre difficulté était qu'au début de l'initiative, les organismes de financement de la recherche n'étaient pas très impliqués dans le projet. Cette préoccupation a été prise en compte dans la deuxième phase de l'initiative qui débute en 2020. En tant qu'organisme de financement de la recherche, l'une de nos préoccupations est de veiller à ce que le financement de la recherche se concentre sur les secteurs de production.

L'initiative nous a permis d'améliorer nos relations avec le secteur privé. Notre objectif est de soutenir la mise en œuvre de projets impliquant des chercheurs et le secteur privé. Deux de ces projets ont été sélectionnés.

Le projet du Prof. ADOUBI Kopoin de l'INPHB (Yamoussoukro) impliquant l'Entreprise textile de Côte d'Ivoire (TEX-CI) et le projet du Dr. KONAN Waidhet de UJLOG (Daloa) impliquant la Coopérative des producteurs de riz (COPRORIZ).

Le professeur ADOUBI Kopoin a travaillé sur "la réalisation et la gestion d'un prototype mobile pour la décontamination électrolytique des eaux usées industrielles". Alors que le Dr KONAN Waidhet a travaillé sur l'optimisation de la production de riz dans la zone de riz de Nana à Yamoussoukro.

### **Q. Quelle est la différence avec la première phase?**

Quinze États africains, dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Rwanda, ont participé à la première phase, qui a duré cinq ans. Elle était principalement axée sur le renforcement des capacités des organismes ou conseils de financement de la recherche, afin qu'ils puissent promouvoir l'excellence de la recherche. Elle a été dotée d'un budget de 13 millions de dollars canadiens (environ six milliards de FCFA). La deuxième phase du SGCI sera dotée d'un budget de 14,5 millions de dollars canadiens (6,62 milliards de FCFA), financé par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) - et le CRDI, dont la plus grande partie étant allouée à la recherche.

Deux de ces "projets ont été sélectionnés". Le projet du Prof. ADOUBI Kopoin de l'INPHB (Yamoussoukro) impliquant L'entreprise textile de la Côte D'Ivoire (TEX-CI) et le Projet du Dr. KONAN Waidhet D'UJLOG (Daloa) impliquant la Coopérative de producteurs de riz (COPRORIZ).

# ETHIOPIE

## La SGCI Renforce les Capacités de Recherche en Éthiopie Grâce à la Formation – Entretien avec le Dr. Abraham Debebe Woldeyohannes

Mekonnen Teshome (Addis Ababa, Ethiopie)



Dr Abraham Debebe Woldeyohannes,  
Directeur Général du développement de  
l'Innovation de la Recherche, Ministère  
De l'Innovation et de la Technologie Ethiopie



Mekonnen Teshome, Correspondant,  
Science Africa (A.S)

L'Éthiopie est l'un des 15 pays d'Afrique Subsaharienne qui sont membres de l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) dans la région Subsaharienne qui vise à renforcer les capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (CSRS) afin de soutenir la recherche et les politiques. Abraham Debebe Woldeyohannes (Doct, Ang) est le Directeur Général du Développement de l'Innovation et de la Recherche au Ministère de l'Innovation et de la Technologie qui supervise les subventions pour les innovations et des recherches scientifiques en Éthiopie. Science Afrique (S.A) Le correspondant Mekonnen Teshome s'est assis avec lui pendant l'Entretien à Addis-Abeba

### Q. Pourriez-vous nous parler brièvement de votre parcours scolaire et professionnel?

Je suis ingénieur mécanicien de profession. Je suis titulaire d'un premier et d'un deuxième diplôme de l'Université d'Addis-Abeba et d'un doctorat de l'université de Teknologi Petronas, à Perak, en Malaisie. Je suis actuellement Directeur Général du Développement de l'Innovation et de la Recherche au Ministère de l'Innovation et de la Technologie depuis août 2019. Je suis professeur associé à Addis Ababa Science and Technology University.

### Q. Comment évaluez-vous la capacité nationale de gestion de la recherche en Éthiopie?

L'histoire de la gestion moderne de la recherche en Éthiopie remonte à 1975, lorsque le pays a créé la Commission Éthiopienne de la Science et de la Technologie (CEST). La commission a pour mandat de planifier, coordonner, sélectionner et approuver les programmes, projets et activités de recherche nationaux. Depuis lors, divers conseils de recherche ont pris l'initiative d'entreprendre des activités de recherche multidimensionnelles et multidisciplinaires en Éthiopie au fil des ans.

L'innovation et la Technologie jouent un rôle crucial dans l'amélioration de

la qualité de vie en créant un environnement propice pour la population. En conséquence, le gouvernement éthiopien a la ferme intention de faire du pays une économie à revenu intermédiaire en utilisant l'innovation et la technologie comme base pour créer des emplois de qualité et instaurer une croissance économique durable et inclusive.

La Direction du Développement de l'Innovation et de la Recherche est chargée de préparer les appels à propositions de la recherche, de gérer la recherche, promouvoir les innovations, suivre et évaluer les progrès de la recherche et de financer différentes recherches sur l'orientation stratégique du pays.

Bien que l'Éthiopie ait une riche expérience en matière de recherche, certains facteurs doivent être améliorés de manière significative afin de renforcer les activités de recherche scientifique dans le pays. L'un des plus importants est de sensibiliser le grand public et les acteurs de la recherche au rôle de la Science, de la Technologie et de l'Innovation et de leur faire comprendre clairement ce rôle.

En outre, il est également important de créer une forte collaboration entre les organismes pertinents comme les établissements d'Enseignement Supérieur, les fonctions publics et le secteur privé. Il est également essentiel

de soutenir le système de gestion de la recherche par la Technologie et de créer un écosystème de recherche favorable. Si les domaines d'amélioration ci-dessus sont abordés, les chercheurs disposeront d'un environnement propice pour mener des recherches sur les domaines d'intérêt stratégique de notre pays afin d'améliorer la vie des gens et de contribuer à l'économie.

### **Q. Comment fonctionne le financement de la recherche en Éthiopie?**

La recherche au Ministère de l'Innovation et de la Technologie (MinT) est dirigée par le Conseil National de la science et de la Recherche (NSTRC), qui a pour mandat d'identifier les domaines prioritaires pour soutenir la transformation économique nationale. Le NSTRC est soutenu par des experts techniques composés de diverses disciplines provenant d'universités, de centres de recherche, d'industries et d'autres sources renommées.

### **Q. Comment évaluez-vous la coopération entre les acteurs multisectoriels et l'engagement du secteur privé en faveur d'une gestion efficace de la recherche en Éthiopie?**

Comme je l'ai déjà mentionné, la coopération et la synergie entre les organismes compétents tels que nos universités et instituts de recherche, les administrations publiques, les organisations non gouvernementales et le secteur privé doivent être fortement améliorées afin de créer un écosystème propice à la R&D.

Les industries doivent signaler leurs problèmes et leurs défis aux universités, aux instituts de recherche et aux centres de R&D afin d'obtenir des solutions innovantes. Les universités doivent aligner leurs domaines de recherche et leurs stratégies sur les programmes stratégiques de R&D de notre pays. De plus, les instituts de recherche devraient interagir pour discuter et aider les industries à identifier les problèmes et à développer des sujets de recherche. D'autre part, le gouvernement, en tant qu'institution soutenant les activités de R&D, devrait créer un lien entre les industries et les instituts de recherche en mettant à disposition les fonds de recherche par le biais d'un système de gestion de la recherche solide.

Je pense que si tous les acteurs de la R&D synchronisent leurs efforts et mettent en place un système solide de gestion de la recherche, nous serons en bonne position pour en tirer profit. Le gouvernement s'est engagé à soutenir et à créer un écosystème propice à l'innovation. C'est pourquoi la R&D est la priorité de notre plan décennal qui a été récemment lancé.

### **Q. Pensez-vous que les activités de recherche tiennent suffisamment compte de l'égalité des sexes et de l'inclusion?**

Bien que la garantie de l'égalité des sexes dans le système d'Enseignement Supérieur soit une priorité mondiale, en particulier dans les disciplines scientifiques, nous sommes encore à la traîne pour atteindre l'objectif souhaité.

Nous avons une longue histoire d'inégalité entre les sexes, les femmes et les filles les plus pauvres étant particulièrement confrontées à de multiples désavantages. Nous croyons comprendre que la discrimination entre les sexes ne touche pas seulement les femmes mais aussi la croissance globale de l'économie. C'est pourquoi nous enregistrons actuellement des résultats remarquables dans la réduction de l'écart historique entre les sexes. Ces efforts positifs sont entrepris à tous les niveaux dans le pays. Les femmes occupent désormais 50 % des postes ministériels et elles sont nombreuses à d'autres niveaux administratifs. Le nombre de femmes qui étudient dans les établissements d'Enseignement supérieur dans tous les domaines est en constante augmentation. Il en va de même dans divers établissements de recherche. Les femmes sont encouragées et incitées à faire de la recherche scientifique.

### **Q. Le Conseil organise-t-il des dialogues réguliers avec les décideurs politiques et le monde universitaire?**

Le Ministère de l'Innovation et de la Technologie (anciennement le ministère de la Science et de la Technologie) a toujours collaboré avec les décideurs politiques, les autres acteurs concernés comme les universités, les sociétés civiles et les associations travaillant sur la STI. C'est pourquoi nous avons toujours organisé le dialogue avec ces partenaires en vue de faire progresser la STI en Éthiopie. Bien sûr, nous devons continuer à faire avancer les choses et à résoudre les différents problèmes concernant l'engagement de nos partenaires et améliorer notre système de subventions dans les années à venir.

“  
Le Gouvernement s'est engagé à soutenir et à créer un écosystème propice à l'innovation. C'est pourquoi la R&D est la priorité de notre nouveau plan décennal.

**Q. Que pensez-vous de l'importance de la participation à L'initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (SGCI) en Afrique Subsaharienne?**

Notre participation à la SGCI nous est bénéfique à maints égards. Tout d'abord, elle nous donne l'occasion de renforcer notre gestion de la recherche grâce à ses diverses formations et ateliers de renforcement des capacités. Deuxièmement, elle est très utile pour créer d'importants réseaux de communautés scientifiques et de recherche dans lesquels nous tirons des avantages en matière d'échange de connaissances et de collaboration. Comme vous le savez, la recherche est un travail d'équipe et le fait de faire partie du réseau des CSRS nous donne de meilleures chances de collaboration et de travail d'équipe. Je pense que c'est un grand avantage. Troisièmement, les ressources financières nécessaires aux activités de recherche sont toujours maigres et la SGCI est l'un des moyens d'accéder à des fonds pour les activités de recherche. L'initiative est également une bonne plateforme pour assurer la qualité et le suivi de la recherche. En plus des formations techniques proposées pour garantir la qualité de la recherche, elle offre des mécanismes d'examen et de suivi par les pairs, ce qui est très important et vital pour des communautés scientifiques comme la nôtre.

**Q. Pouvez-vous nous donner un aperçu de la participation de l'Éthiopie au SGCI jusqu'à présent?**

L'Éthiopie a participé activement aux programmes de la SGCI depuis ses premières études d'évaluation des besoins jusqu'aux formations en ligne qui ont impliqué de nombreux professionnels en Éthiopie. En outre, dans le cadre de nos participations aux ateliers, conférences et autres initiatives de la SGCI, nous avons accueilli la réunion annuelle de la SGCI à Addis-Abeba en 2019. Nous avons reçu un bon retour de l'équipe participante sur l'événement.

Les programmes de formation en ligne ont été proposés à des chercheurs issus de 30 universités du pays afin de renforcer leurs capacités de gestion de la recherche à l'aide de l'application interactive chargée sur le site web de la SGCI - la plate-forme Virtual Hub. Les formations en ligne portaient sur des domaines stratégiques transversaux, notamment l'intégration de la dimension de genre, la manière de collaborer avec des partenaires et des exemples pratiques dans divers pays et l'évaluation comparative.

C'était vraiment une expérience merveilleuse. D'autres chercheurs éthiopiens ont eu l'occasion de participer à des formations en présentiel organisées dans divers pays subsahariens où divers programmes de mentorat ont été facilités sur la gestion bien organisée de la recherche. Le réseautage de la SGCI est également une autre occasion pour nos chercheurs d'avoir accès à d'autres sources de financement de la recherche. Nous avons participé avec les membres de la SGCI à des demandes conjointes

de financement auprès de l'UE et d'autres agents de financement.

Actuellement, nous participons à la subvention de recherche en cours "COVID-19 Africa Rapid Grant Fund" dans laquelle nous sommes impliqués en tant que membres de communautés scientifiques dans la région Subsaharienne. C'est une bonne occasion pour nos chercheurs de fournir des solutions pour combattre COVID-19 dans notre contenu.

**Q. Quels sont les principaux enseignements tirés de la participation à l'initiative?**

En participant à la SGCI jusque-là, nous avons tiré de grandes leçons. Avant tout, c'est un privilège pour nous de faire partie de la communauté de recherche qui fournit des solutions aux problèmes continentaux, en plus de l'expérience et du partage des connaissances avec les membres de la SGCI en tant que candidat commun pour accéder aux fonds continentaux et internationaux. Les formations sur la manière de mener des recherches scientifiques efficaces et les programmes de formation en ligne pour le suivi et l'évaluation de divers travaux de recherche impliquant de multiples parties prenantes sont quelques-uns des points saillants des leçons à tirer.

**Q. Quelles sont vos attentes concernant les activités futures de la SGCI?**

En tant qu'un des pays associés de la SGCI dans la région Subsaharienne, nous attendons avec impatience une initiative dynamique et forte qui cimenter davantage la coopération et le travail d'équipe entre les nations membres afin de renforcer la capacité de recherche de nos Conseils Subventionnaires nationaux à la fois techniquement par une gamme de formations et financièrement en sollicitant des ressources financières.

**Q. Avez-vous quelque chose à ajouter?**

Tout d'abord, je tiens à remercier toute l'équipe de la SGCI qui travaille sans relâche pour renforcer l'impact des activités de R&D afin d'apporter des solutions innovantes aux questions continentales. Je suis également reconnaissant pour chaque opportunité qui nous est offerte. En tant que membre, nous nous sommes engagés à jouer notre rôle en soutenant les initiatives du Conseil. Enfin, je voudrais vous remercier de m'avoir donné l'occasion de raconter notre histoire. Je vous remercie!

## GHANA

# Le Ghana Salue le Rôle de la SGCI dans la Transformation de la Science et de la Technologie du Pays

Joseph Opoku (Accra, Ghana)

Le Gouvernement du Ghana a salué le rôle extraordinaire que l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) a joué au cours des cinq dernières années pour aider à transformer la Science, la Technologie et l'Innovation (STI) dans le pays.

M. Oliver Boachie, Conseiller Spécial du Ministre de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, déclare que la participation du Ghana à la SGCI a permis au pays de bénéficier d'initiatives de renforcement des capacités, ainsi que d'autres aides visant à placer la STI au centre du développement national

*“Nous avons reçu une formation sur la gestion de la recherche à l'aide de systèmes de gestion des subventions. C'est tout un processus qui consiste à lancer des appels à propositions, à recevoir des propositions, à les examiner, à allouer des ressources, à gérer les ressources, à suivre les résultats et ainsi de suite”,* a-t-il déclaré au cours de l'entretien.

Le Ghana est l'un des 15 pays d'Afrique Subsaharienne à bénéficier de cette Initiative, dont le Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation est l'institution de coordination nationale.

*“Leur soutien permet de s'assurer que nous menons de la recherche correctement, que les fonds sont utilisés de manière appropriée, que les résultats de la recherche sont suivis et qu'ils sont pertinents pour le développement national”,* a expliqué M. Boachie,



Akufo-Addo, Président, République du Ghana

*“Ils veillent à ce que nous disposions d'infrastructures et de politiques de recherche, de capacités humaines pour effectuer des recherches, de solides paramètres fondés sur des preuves pour mesurer la manière dont la recherche est effectuée, la commercialisation de la recherche, y compris la manière d'engager le secteur privé et le monde universitaire dans la transformation des résultats de la recherche en produits et les collaborations intra-membres”,* a-t-il ajouté.

Dans le cadre des efforts visant à garantir que les résultats de la recherche ne finissent pas sur les étagères mais soient commercialisés, le gouvernement a entamé des processus pour établir le Centre de Commercialisation de l'Innovation et de la Recherche du Ghana (GIRC - Center). Les Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique, par le biais d'organisations comme le Centre SCINNOVENT et le Centre Africain d'études Technologiques (ACTS), ont fourni au Ghana les fonds nécessaires pour mener deux études distinctes qui ont servi de base à la création du GIRC - Center.

*“La première a consisté à faire une étude sur le type de recherche le Ghana a mené au cours de la dernière décennie et ce qui a été les résultats de ces recherches en termes d'utilisation réelle de la recherche. Elle va constituer la base de la base de données qui répertoriera toutes les recherches en cours avec lequel le GIRC - Centre travaillera”,* M. Boachie a expliqué.

*“Et la deuxième étude est ce que nous appelons l'écosystème de l'innovation. Qu'est-ce qui existe dans le pays en termes de ceux qui établissent des pôles d'innovation et dans quels domaines ? Quels sont les défis auxquels ils sont confrontés et quel soutien le gouvernement peut-il leur apporter ? Ils ont donc payé pour que ces études soient financées”,* a-t-il ajouté.

Le Ghana a également bénéficié des travaux de recherche d'autres pays qui font partie de la SGCI par le biais de collaborations. *“Une des choses dont les gens s'inquiètent, c'est que les gens finissent par voler leur propriété intellectuelle. Science Ouverte est le protocole qui garantit le partage des données, des activités de recherche et des résultats. Ce sont là certaines des choses dont nous avons bénéficié ou que nous avons apprises lors de notre participation à la SGCI”,* a-t-il expliqué.

La SGCI a récemment lancé un appel à propositions pour que les scientifiques puissent demander un Financement afin d'entreprendre des recherches sur la manière de faire face au COVID -19, et également un financement pour que les



Oliver Boachie, Conseiller Spécial du Ministre de l'Environnement, la Science, la Technologie et l'Innovation, Ghana

journalistes puissent faire des reportages liés au COVID-19 de manière appropriée. Les candidats ghanéens ont soumis 20 propositions pour examen et 17 ont été approuvés pour recevoir un financement pour la recherche.

Le Ministère est convaincu que cela contribuera à renforcer les efforts du Ghana pour faire face à la COVID-19. Deux chercheurs ghanéens reçoivent également un million de dollars chacun de l'initiative Ou de Tambo Africa Research Chairs en Afrique du Sud, qui fait partie des pays qui financent la SGCI.

*"Je pense que la SGCI a été une initiative très positive pour le Ghana et tous les autres pays africains concernés. Notre situation au Ghana n'était pas la meilleure depuis le début. Car pour être membre de la SGCI, il faut avoir mis en place un fonds pour soutenir la recherche et l'innovation, ce dont le Ghana ne disposait pas. Mais en raison du rôle unique que joue le Ghana dans le monde universitaire, ils nous ont accordé une dérogation spéciale et nous en bénéficions maintenant",* a expliqué M. Boachie.

Le Ghana a depuis lors entamé des processus visant à créer le Fonds National de Recherche du Ghana, dans lequel le gouvernement allouera des fonds à hauteur d'au moins 1 % du Produit Intérieur Brut (PIB) pour financer la Recherche et le Développement.

Le Ghana a bénéficié, par le biais de la SGCI, du transfert de connaissances de l'Afrique du Sud pour la création du fonds : *"En matière de financement, nous prenons l'Afrique du Sud comme modèle. L'Afrique du Sud a donné au Ghana sa propre facture pour mettre en place le système du fonds",* a-t-il expliqué.

L'un des sept piliers de l'initiative de transformation de la STI au Ghana a été le déploiement de Plans visant à établir des Centres Scientifiques et Technologiques pour soutenir spécifiquement huit Domaines Technologiques Stratégiques (DTS) identifiés dans lesquels le Ghana dispose d'un avantage concurrentiel.



Joseph Opoku, Journaliste Scientifique

*"L'objectif est de mettre en place des installations dans tout le pays dans ces domaines qui présentent un avantage concurrentiel pour chacun des DTS. Nous pouvons avoir plusieurs centres où la formation est dispensée à nos jeunes et comprend également la commercialisation et le pilotage de certaines des innovations. Il fournira également des services de conseil à ceux qui ont besoin de ces services",* a déclaré M. Boachie.

Lorsque le président Akufo-Addo a annoncé la création de ces centres, il a déclaré ; *"Ces installations seront utilisées dans la fabrication d'outils, d'équipements et d'instruments destinés à soutenir des secteurs clés de l'économie tels que l'Agriculture et l'Industrie. L'objectif de cette initiative est d'accélérer l'industrialisation, d'aider à résoudre le problème du chômage généralisé dans le pays et de contribuer à générer des richesses qui resteront dans le pays",* a-t-il ajouté

Selon M. Boachie, l'idée de la création de ces centres est venue d'Afrique du Sud. *"Il y a l'équivalent de ce que nous essayons de mettre en place ici en Afrique du Sud. Ils appellent cela des stations technologiques. Celles-ci sont situées dans des instituts de recherche publics et des universités publiques en Afrique du Sud. En raison de leurs antécédents, ils ont fourni des experts pour travailler avec nous afin de développer notre propre cadre avec ce que nous voulons faire avec les DTS",* a-t-il expliqué.

*"Ils ont maintenant remarqués les initiatives hardies que nous mettons en place. Et ils travaillent en étroite collaboration avec nous pour garantir le succès des stratégies que nous élaborons et mettons en œuvre. Et je pense qu'au fur et à mesure que nous avancerons, la collaboration sera encore plus étroite. Et nous espérons vivement que nous allons beaucoup bénéficier de l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique. Nous sommes prêts à jouer notre rôle",* a déclaré M. Boachie.,

*"La première phase s'est achevée au début de cette année. Ils ont accepté de financer la phase deux. Il est difficile de dire combien d'argent les bailleurs de fonds ont investi, mais je peux vous dire que beaucoup de progrès ont été réalisés... Et dans la phase deux, ils nous allouent des ressources financières pour renforcer notre infrastructure afin que nous puissions faire de la recherche et d'autres choses",* a-t-il ajouté.

## KENYA

# SGCI: Le NRF Promeut la Science, la Technologie et l'Innovation au Kenya

Mary Hearty (Nairobi, Kenya)



*Dr Jemimah Onsare, Directeur Général du Fonds National de la Recherche (NRF)*



*Mary Hearty, Journaliste Scientifique*

La Science, la Technologie et l'Innovation sont les piliers de la croissance économique dans les pays développés et en voie de développement. Cela est possible grâce à la création de nouvelles connaissances par la recherche et le développement.

Au cours des dernières années, la recherche et le développement en Afrique Subsaharienne ont été insuffisamment soutenus, les dépenses de recherche étant inférieures au 1 % du Produit Intérieur Brut (PIB) recommandé.

La tendance change lentement car la plupart des pays réalisent maintenant l'importance de la Recherche et du Développement pour la croissance de l'économie d'un pays.

Au Kenya, par exemple, le gouvernement a créé trois entités, dont le Fonds National de la Recherche (NRF), l'Agence Nationale de l'Innovation du Kenya (KENIA) et la Commission Nationale pour la Science, la Technologie et l'Innovation (NACOSTI), afin de soutenir l'avancement d'un système national d'innovation dynamique.

La participation des entités kenyanaises de gouvernance des STI à l'initiative des Conseils Subventionnaires de la

Recherche Scientifique (SGCI) a renforcé leur capacité de gestion de la recherche et de l'innovation.

Grâce à des politiques judicieuses. Lors d'un entretien avec ScienceAfrica, le Dr Jemima Onsare, Directeur Général du NRF, Kenya, a reconnu le soutien que l'organisation a reçu de la SGCI depuis sa création au cours de l'exercice financier 2016/2017.

De nombreuses femmes font des Progrès considérables dans Divers projets de recherche et D'innovation, et pour assurer Le soutien et la promotion continus de l'égalité des sexes, La NRF observe les politiques pertinentes sur cet aspect.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec la SGCI et je prends acte avec gratitude des divers avantages de l'initiative, notamment les formations sur la gestion de la recherche, le financement de la recherche et l'apprentissage à partir des diverses expériences des autres pays membres impliqués, y compris le NRF, S. Africa qui est l'un des principaux facilitateurs de cette initiative

Nous sommes maintenant en mesure de préparer des appels à la recherche de qualité et les lignes directrices y compris les différents outils de gestion de la recherche". Le Dr Onsare a réaffirmé.

*"Le Dr Onsare a précisé qu'actuellement, le NRF soutient des programmes qui sont en tandem avec les priorités du gouvernement, notamment en matière de sécurité alimentaire, de santé, de logement abordable et de fabrication. De plus, le NRF se focalise sur l'autonomisation des femmes en les encourageant à demander des subventions. "De nombreuses femmes réalisent des avancées considérables dans divers projets de recherche et d'innovation, et pour assurer un soutien et une promotion continus de l'égalité des sexes, le NRF observe les politiques pertinentes sur cet aspect". Elle a expliqué.*

*"Indépendamment des progrès réalisés par l'Agence tels que rapportés ici, l'institution est encore à ses débuts et la plupart de nos processus sont actuellement en cours d'élaboration. L'autre défi est la réduction du financement qui est attribuable à la récession mondiale liée à la crise COVID -19 qui a touché divers secteurs de manière générale, entraînant des retards dans la mise en œuvre de certains programmes de recherche, le gouvernement se concentrant maintenant sur la reprise post-COVID-19. Cela nécessite la mobilisation de ressources auprès d'autres parties prenantes telles que les partenaires de développement, les philanthropes et le secteur privé", a déclaré le Dr Onsare.*

Une Les pays d'Afrique Subsaharienne sont donc encouragés à saisir l'occasion offerte par la SGCI afin de contribuer à atténuer la pauvreté sur le continent.

“

Indépendamment des progrès réalisés par l'Agence tels que rapportés ici, l'institution est encore à ses débuts et la plupart de nos processus sont actuellement en cours d'élaboration. L'autre défi est la réduction du financement qui est attribuable à la récession mondiale liée à la crise COVID -19 qui a touché divers secteurs de manière générale, entraînant des retards dans la mise en œuvre de certains programmes de recherche, le gouvernement se concentrant maintenant sur la reprise post-COVID-19. Cela nécessite la mobilisation de ressources auprès d'autres parties prenantes telles que les partenaires de développement, les philanthropes et le secteur privé



## MALAWI

### La SGCI Stimule la Recherche et l'Innovation au Malawi



Professor Elijah Wanda, Directeur, Commission National pour la Science et la Technologie (NCST)

*Le NCST a été créé en 2010 aux termes d'une loi du parlement sur la science et la technologie de 2003. Il s'agit d'une société d'état dont la mission est de promouvoir, coordonner et réglementer la recherche directement liée aux questions de science et de technologie. Nous sommes chargés de conseiller le Gouvernement sur toutes les questions liées à la science, y compris l'innovation issue de la science et de la technologie. Nous faisons également partie de la Communauté Internationale des Conseils qui comprennent l'Initiative des Conseils subventionnaires de la Recherche scientifique en Afrique Subsaharienne.*

#### **Q. Donnez-nous d'abord un aperçu de la Commission Nationale pour la Science et la Technologie (NCST).**

Le NCST a été créé en 2010 aux termes d'une loi du parlement sur la science et la technologie de 2003. Il s'agit d'une société d'état dont la mission est de promouvoir, coordonner et réglementer la recherche directement liée aux questions de science et de technologie.

Nous sommes chargés de conseiller le Gouvernement sur toutes les questions liées à la science, y compris l'innovation issue de la science et de la technologie. Nous faisons également partie de la Communauté Internationale des Conseils qui comprennent l'Initiative des Conseils subventionnaires de la Recherche scientifique en Afrique Subsaharienne.



Suzgo Chitete, Journaliste Scientifique

#### **Q. Vous avez mentionné l'initiative des conseils subventionnaires scientifiques – en quoi cela complète-t-il votre travail?**

La SGCI s'emploie à renforcer la capacité des Conseils scientifiques au niveau national, comme le NCST. L'idée est que les conseils nationaux devraient être en mesure de soutenir des politiques fondées sur des preuves par le biais de la recherche et de contribuer au développement national. La marque distinctive de l'Initiative est de promouvoir la Science et la Technologie afin d'améliorer les moyens de subsistance et c'est exactement ce que nous défendons.

#### **Q. Ayant fait partie de l'initiative depuis des années- y a-t-il des résultats rapides que vous pouvez partager?**

Nous avons beaucoup bénéficié en tant qu'institution et, par conséquent, la nation dans son ensemble. L'un des avantages est que, grâce à cette initiative, nous avons pu renforcer notre capacité dans notre compréhension sur la science et la technologie ; nous sommes également en mesure de mieux gérer les questions de recherche, de subventions et de contrats de recherche. Nous avons bénéficié de l'initiative en termes de conception de programmes et de formulation de politiques, et nous avons contribué à la formulation de politiques dans un certain nombre de domaines. Les avantages sont donc trop nombreux pour les mentionner tous.

#### **Q. Qu'est-ce que cela signifie pour vous de faire partie d'une Communauté de Conseils aussi vaste en Afrique Subsaharienne?**

Je devais mentionner que nous avons également bénéficié du réseau. Le fait de faire partie d'une telle communauté permet de créer facilement des liens et de partager des idées. Je dois également souligner que les membres de la Commission ont énormément bénéficié de formations ; nous disposons aujourd'hui d'une meilleure main-d'œuvre grâce



à ces Programmes de renforcement des capacités dans le cadre de la SGCI. Pour nous, c'est le meilleur investissement car les connaissances acquises nous aident à mieux accomplir notre tâche.

**Q. Parlons des innovations qui existent – les chercheurs de Lilongwe University of Agriculture and Natural Resources (LUANAR) et Malawi University of Science and Technology (MUST) innovent de façon extraordinaire ; nous parlons d'une machine à traire à énergie solaire et de l'utilisation de la biomasse pour l'électricité. Comment ces chercheurs innovants ont-ils été intégrés à l'initiative?**

Je suis heureux que vous en remarquiez déjà l'impact. Permettez-moi de mentionner que si j'ai parlé des avantages de notre institution, il y a aussi des avantages pour les citoyens. Dans le cadre de cette initiative, des subventions sont accordées aux chercheurs pour qu'ils mènent des recherches afin de promouvoir les politiques et les innovations fondées sur des données probantes. Nous travaillons étapes par étapes.

Ces projets à LUANAR et où MUST est le chercheur principal sont des innovations dans la première phase mais nous passons à la deuxième phase où nous avons d'autres projets énormes - mais celui-ci est spécifiquement pour l'agriculture et la biotechnologie. Nous avons déjà lancé un appel à propositions pour celui-ci et nous espérons recevoir d'autres demandes.

**Q. Après que ces innovations extraordinaires ont été développées comme la machine à traire à énergie solaire, par exemple, que se passe-t-il ensuite?**

Premièrement, nous devons protéger l'innovation en termes de propriété intellectuelle. Ensuite, nous soutenir la commercialisation de l'innovation et il y a aussi un aspect de transfert de technologie - afin que de plus en plus de personnes en bénéficient. Il est dans notre mandat de promouvoir la technologie afin qu'elle profite aux

communautés, sinon tous ces efforts seront vains. N'oubliez pas que nous promouvons la science pour le développement socio-économique. Alors à quoi sert d'avoir une innovation à laquelle les gens n'ont pas accès ?

**Q. Parmi toutes les innovations développées jusqu'à présent dans le cadre de la SGCI, y en a-t-il une que vous considérez comme la meilleure?**

Eh bien, il y a les meilleurs dans leur domaine. Si vous regardez chaque projet, il a un domaine d'intérêt, donc on ne peut pas vraiment dire que celui-ci est plus important que l'autre. Ils résolvent des problèmes différents. Si vous regardez le chercheur principal {MUST}, il se concentre sur

la résolution des problèmes énergétiques en utilisant la biomasse. LUANAR se focalise sur l'élevage laitier. Chaque projet est donc unique et ce que je peux dire, c'est que nous en avons besoin de plus en plus. Nous sommes heureux d'avoir ce partenariat.

**Q. Vous dites que lorsqu'il s'agit d'appels à propositions, vous recevez beaucoup de demandes. Cela indique que beaucoup de personnes sont prêtes à faire de la recherche. Outre les subventions de la SGCI, disposez-vous d'un fonds pour soutenir ces chercheurs?**

C'est une bonne question et c'est notre grand défi lorsqu'il s'agit de défendre une cause. Les gens doivent comprendre que la science et la technologie peuvent contribuer de manière significative au développement économique du pays. La loi sur la science et la technologie prévoit que le Gouvernement verse de l'argent dans le fonds pour la science et la technologie.

La loi de 2003 prévoyait donc ce fonds, mais cette institution n'a été créée qu'en 2010 et depuis lors, il n'y a plus de fonds pour la recherche. Ce que nous recevons n'est même pas suffisant pour le fonctionnement des activités. Donc oui, nous devons rendre le fonds opérationnel afin de faciliter la recherche et l'innovation qui pourraient être essentielles pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant que pays. Actuellement, les subventions accordées dans le cadre de la SGCI nous mènent quelque part, mais nous avons besoin de ces fonds et nous sommes en contact avec le gouvernement et les partenaires de développement pour obtenir leur soutien.

# MOZAMBICAINE

## La STI Stimule l'Économie Mozambicaine

Charles Mangwiro (Maputo, Mozambicaine)



Edson Faria, Spokesman, Fonds National de la Recherche (FNI)

Les progrès de la science et de la technologie ont été les principaux moteurs des pays les plus industrialisés.

Toutefois, dans les pays en voie de développement, la science et la technologie jouent également un rôle majeur et de nombreux pays rattrapent leur retard vis-à-vis de la quatrième Révolution Industrielle, communément appelée 4eRI, et connaissent ainsi une augmentation de la productivité.

Le Mozambique est l'un des pays qui a pris conscience de l'importance de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI) dans le développement national. Les dirigeants du pays ont constaté que la science et la technologie contribuent non seulement à la croissance de l'économie, mais aussi à l'amélioration de la qualité de vie de la population.

À cet égard, le Gouvernement du Mozambique a introduit la politique scientifique et technologique qui intègre les matières pertinentes dans le programme d'enseignement. Le Mozambique a été l'un des premiers pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) à adopter une politique scientifique et technologique en 1998, qui a ensuite été mise à jour en 2011.

L'enseignement supérieur au Mozambique remonte à 1962 avec la création de l'Université Eduardo Mondlane (UEM) avant la création d'un autre établissement, l'Institut Pédagogique Supérieur (IPS) en 1985. L'IPS a ensuite été transformé en Université pédagogique (UP) une décennie



Charles Mangwiro, Journaliste Scientifique

plus tard, créant ainsi la deuxième Université Publique du pays.

Parallèlement au système éducatif, le Ministère de la Science et de la Technologie (MCT) est responsable de la formulation de politiques et de stratégies pour le développement de la science et de la technologie ainsi que de la normalisation, de la standardisation et de la coordination.

Le MCT est chargé de promouvoir la recherche scientifique, la recherche en matière d'innovation technologique et les méthodologies fondées sur l'éthique et les valeurs professionnelles qui garantissent des avantages pour le développement économique, social et culturel.

Le Fonds National de la Recherche (FNI), qui est supervisé par le MCT, gère les mécanismes de ressources financières pour les questions, projets et activités scientifiques et technologiques, notamment dans les domaines de la Recherche et du Développement (R&D), des infrastructures, de l'innovation, du transfert de technologie et des stratégies de développement.

L'initiative FNI a débuté en 2005 avec des participants issus de plusieurs zones ou régions, dont la province de Cabo Delgado. Malheureusement, la plupart des participants ont dû quitter en raison des attaques des insurgés armés qui occupent cette région du pays depuis 2019, ce qui entrave le développement des projets du FNI dans cette région.

Les solutions aux défis de l'Afrique doivent être portées par la Science, la Technologie et l'Innovation (STI) locales. L'investissement public dans le renforcement des capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique

(CSRS) en Afrique, y compris au Mozambique, va changer la qualité, la quantité, l'impact et la trajectoire des produits et services africains, selon le porte-parole du FNI, Edson Faria.

M. Faria a déclaré que l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) est un projet de cinq ans à une valeur de 15 millions de dollars sur qui vise à renforcer les capacités des CSRS en Afrique Subsaharienne afin de soutenir la recherche et les politiques fondées sur des preuves qui contribueront au développement socio-économique.

L'Initiative est soutenue par la National Research Foundation (NRF), le Ministère Britannique du Développement International (DFID) et le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada. Faria a souligné l'importance des partenariats stratégiques dans la mise en œuvre de programmes qui permettent d'obtenir le changement souhaité

M. Faria a déclaré que l'octroi de subventions à des projets scientifiques et technologiques est essentiel dans les systèmes nationaux d'innovation et son organisation a

apporté son soutien à des étudiants en doctorat qui suivent des cours liés à la STI.

*"Pour cela, le FNI a un point focal dans chaque province qui recherche les talents au niveau local. Les candidats potentiels dont les projets répondent aux normes et aux besoins imposés par l'institution peuvent bénéficier d'un financement pour développer des connaissances et des innovations au service du développement national."*

Selon Faria, la science et la technologie nécessitent encore plus d'attention au Mozambique et le FNI est confronté à plusieurs défis, notamment le financement de divers projets. Le FNI collabore avec la Direction Nationale de la Science et de la technologie pour identifier et soutenir les innovateurs dans les écoles, les collèges et les universités.

Pour mieux faire connaître ses produits et services, y compris les bourses de recherche, et accroître leur compétitivité, le FNI a lancé une campagne médiatique nationale.



Visites d'échange



Mobilisation et collecte de la matière première



Dissémination

## NAMIBIE

### Le NCRST de Namibie Apprécie les efforts de la SGCI

Absalom Shigwedha, (Windhoek, Namibie)



Vincent Nowaseb, Directeur Général, Commission Nationale, de la Recherche, Science et Technologie (NCRST)

La Commission Nationale pour la Recherche, la Science et la Technologie (NCRST) affirme que le financement et le renforcement des capacités qu'elle a reçus de l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) lui ont été d'une grande utilité dans l'accomplissement de son travail. Le journaliste scientifique namibien Absalom Shigwedha (AS) a rencontré le Directeur Général de la NCRST pour le développement de l'innovation et de la technologie, Vincent Nowaseb (VN), afin de mieux comprendre comment la commission a bénéficié de l'initiative et de connaître leur vision globale du projet initiative.

#### Q. Permettez-moi de commencer par demander ce qu'est la Commission Nationale de la Recherche, de la Science et de la Technologie et quel est son mandat?

La Commission Nationale de la recherche, de la Science et de la Technologie est l'organe de régulation de la recherche, de la science et de la technologie en Namibie. C'est un organe mandaté par l'État, qui accorde des subventions aux institutions de recherche pour qu'elles mènent leurs activités de recherche en produisant des résultats basés sur des preuves.

Ces institutions de recherche sont nos parties prenantes dans le domaine de la Recherche, la Science, la Technologie et de l'Innovation et.

#### Q. Quand le SGCI a-t-il commencé à travailler sur le financement de la NCRST?

Le NCRST a conclu un accord avec la SGCI en 2015 et l'accord portait sur le renforcement des capacités de la Commission et de nos parties prenantes.

Les membres de notre personnel et les parties prenantes ont bénéficié de nombreuses formations de renforcement des capacités ici en Namibie, mais aussi dans des pays comme l'Afrique du Sud, la Zambie, le Sénégal et le Mozambique, financées par la SGCI. Ces initiatives de renforcement des capacités ont principalement dévoilé à la fraternité de recherche namibienne comment ajouter de la valeur à la recherche, comment les subventions doivent être gérées efficacement et les mécanismes de suivi et d'évaluation nécessaires pour garantir que les fonds investis ont un réel impact économique et social.

Un grand nombre de ces formations ont été organisées en collaboration avec des Agences Techniques de Collaboration (CTA) de la SGCI, tels que la Southern African Research and Innovation Management Association (SARIMA) et l'African Centre for Technology Studies (ACTS).

En 2017, un CSRS a financé la Conférence Annuelle de SARIMA qui s'est tenue à Windhoek. Cette conférence a rassemblé des scientifiques et des chercheurs du monde entier pour discuter et décrypter les moyens par lesquels la recherche menée sur le continent africain peut améliorer la vie et les moyens de subsistance de ses citoyens.

#### Q. Quelle est votre opinion générale sur le SGCI en ce qui concerne le renforcement des capacités et la mise en réseau des conseils subventionnaires scientifiques?

La SGCI fait vraiment un excellent travail dans le renforcement des capacités des CSRS et la création des opportunités de réseautage pour les chercheurs africains. Ils envisagent atteindre leurs objectifs et sont également ouverts aux suggestions afin d'améliorer leurs programmes. Grâce au temps passé avec la SGCI, nous nous sommes rendu compte qu'ils sont vraiment coopératifs. Avec eux, nous sommes en mesure de gérer nos programmes communs avec joie. Ils reconnaissent également le bon résultat obtenu et ils profitent pour acquérir de nouvelles connaissances des CSRS. Ils se basent sur des données et se concentrent sur les faits. Cela facilite notamment notre travail lorsque nous élaborons des politiques scientifiques

et technologiques nationales et lorsque nous faisons rapport à nos parties prenantes sur l'impact des programmes scientifiques et technologiques nationaux stratégiques

Cela facilite notamment notre travail lorsque nous élaborons des politiques scientifiques et technologiques nationales et lorsque nous faisons rapport à nos parties prenantes sur l'impact des programmes scientifiques et technologiques nationaux stratégiques

Un des bons exemples de projet de collaboration financé par la SGCI est celui entre la Namibie et le Mozambique sur la transformation de fruits et de plantes sous-utilisés pour améliorer la qualité nutritionnelle dans les deux pays, que j'ai coordonné. Ce projet a généré plusieurs produits à valeur ajoutée à partir de fruits indigènes qui sont maintenant prêts à être commercialisés.

### **Q. Enfin, quel est l'état actuel de l'utilisation de la Science, de la Recherche et de la Technologie en Namibie?**

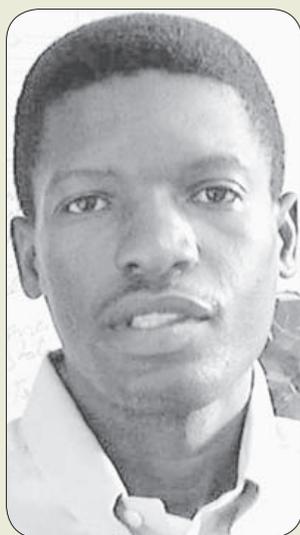
La valeur de la science, de la recherche et de la technologie dans de nombreux pays africains, y compris la Namibie, est

actuellement très sous-estimée. La valeur qu'elle offre n'est pas appréciée. L'investissement dans la recherche et la science en Namibie est bien trop faible. Si vous voulez partir de l'économie basée sur les ressources à l'économie de la connaissance, vous devez entreprendre des recherches pour apporter des réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés en tant qu'économies en développement.

La création du NCRST a été un pas dans la bonne direction. Mais un soutien et un financement durables sont nécessaires. Certaines données montrent qu'un investissement d'au moins 1 % du PIB consacré chaque année à la recherche et au développement permet de rendre les économies locales productives. Actuellement, la Namibie investit 0,35 pour cent. Avec si peu de soutien financier, la recherche ne peut pas avoir d'impact substantiel sur le progrès économique et le progrès social. La recherche n'est pas bon marché mais c'est une condition préalable absolue pour la transition vers une économie basée sur la connaissance et l'innovation.

## **Le Cadre Réglementaire de la Namibie Pour la Recherche et l'Innovation**

*Absalom Shigwedha, (Windhoek, Namibie)*



*Absalom Shigwedha,  
Journaliste Scientifique*

La Commission Nationale pour la Recherche, la Science et la Technologie (NCRST) de Namibie a fait de grands progrès dans la mise en place d'un cadre réglementaire qui renforcerait la recherche, la science et la technologie en tant que moteur de la croissance économique et du développement du pays.

Le NCRST est l'un des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique en Afrique Subsaharienne qui bénéficient du projet quinquennal Initiative des Conseils Subventionnaires

de la Recherche Scientifique (SGCI), qui est mis en œuvre dans des pays de cette partie de l'Afrique, dont la Namibie.

Angelique Philander, Directrice Générale par intérim de la NCRST pour la coordination et le soutien de la Recherche,

de la Science et de la Technologie et de l'Innovation, a déclaré que l'on ne saurait trop insister sur l'importance de la recherche, de la science et de la technologie en tant que moteur de la croissance économique et du développement, et c'est sur cette base que la Namibie a promulgué la loi sur la recherche, la science et la technologie de 2004.

Le mandat du NCRST est d'assurer la coordination, le suivi et la supervision de la recherche, de la science et de la technologie en Namibie, de promouvoir et de développer la recherche, la science et la technologie, de promouvoir les liens entre la Namibie et les institutions et organismes internationaux sur le développement de la recherche, de la science et de la technologie.

Elle a expliqué que depuis la création du NCRST en 2013, la Commission a fait des progrès considérables dans l'établissement et la mise en place de systèmes nationaux d'innovation.

Un environnement politique et réglementaire favorable

M. Philander a déclaré que le travail du NCRST en faveur de la consolidation des politiques et du cadre réglementaire a été

facilité par la réalisation des toutes premières enquêtes sur la recherche et le développement et sur l'innovation.

Ces enquêtes de base, a-t-elle déclaré, ont été conclues et soutiendront le développement d'une politique fondée sur des preuves ainsi qu'un retour d'information constructif à tous les acteurs de la recherche, de la science, de la technologie et de l'innovation.

*“Tandis que les priorités nationales de recherche ont été identifiées comme indiqué dans le programme national de recherche, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (NPRSTI), les ressources financières nécessaires au financement de la recherche et de l'innovation ne sont pas au niveau où elles devraient être selon l'objectif du cinquième National Development Plant”, a déclaré M. Philander.,”.*

Selon elle, le NCRST continuera à faire participer toutes les parties prenantes, en particulier les décideurs politiques dans le cadre de leurs efforts pour mobiliser les ressources nécessaires.

Après la publication au journal officiel de la loi sur la biosécurité en 2006, la commission a finalisé avec succès l'élaboration du cadre réglementaire de biosécurité qui comprend le journal des règlements en 2016, des procédures et des lignes directrices – tout a été finalisé en 2016.

Le NCRST a également élaboré le projet de politique nationale en matière de sciences et de technologies spatiales, dont l'objectif général est d'établir un cadre réglementaire qui guide la mise en œuvre des programmes spatiaux nationaux au profit de tous les Namibiens grâce à une approche coordonnée et systématique visant à assurer le développement socio-économique.

*“Le projet de politique nationale des sciences et technologies spatiales a été soumis à l'approbation du ministère responsable de la science, la technologie et de l'innovation. Le NCRST a en outre facilité l'élaboration d'un projet de politique sur le système national de connaissances indigènes (IKS) qui vise à intégrer l'IKS dans la science, la technologie et l'innovation nationales pour le développement socio-*

*économique. L'ébauche de politique a été soumise pour approbation”, a-t-elle déclaré.*

Outre ces projets de documents juridiques, le NCSRT a également élaboré une stratégie d'infrastructure pour la Recherche, la Science, la Technologie et l'Innovation qui a également été soumise pour approbation.

Actuellement, a déclaré M. Philander, la Commission facilite le développement d'un portail national sur la science, la technologie et l'innovation, qui servira de source et de dépôt d'informations pertinentes pour l'élaboration de politiques et de décisions en matière de science et de technologie.

Le portail offrira une interface entre trois grands groupes d'acteurs du système scientifique et technologique, à savoir: les organismes d'élaboration des politiques et de financement de la recherche, les chercheurs, les innovateurs et les utilisateurs de produits de recherche et d'innovation.

M. Philander a déclaré qu'il convient de noter que le NCRST a participé à la phase 1 de la SGCI et que le développement du portail ne fait pas partie de cette phase et que, par conséquent, le portail sera développé avec d'autres parties prenantes du NCRST.

En 2012, le NCRST - en collaboration avec ses parties prenantes - a mené l'enquête sur l'innovation en Namibie, qui a fourni des données qui ont aidé la nation à comprendre la taille et la forme de l'écosystème de l'innovation en Namibie, ainsi que des points de référence pour de futures enquêtes.

Parmi les principales parties prenantes du NCRST figurent l'Université de Namibie, la Desert Research Foundation du Namibia (DRFN), la Namibia University of Science and Technology (NUST) et le Gobabeb Training and Research Centre (GTRC)

Le NCRST a participé à la phase I du SGCI en cofinçant un projet régional (mené de 2019 à 2019) avec le Conseil Subventionnaire du Mozambique.



# RWANDA

## Le Rwanda Mise sur le Renforcement des capacités pour Stimuler l'avenir des Résultats et l'Impact de la Recherche

*Aimable Twahirwa (Kigali, Rwanda)*



*Dr Eugene Mutimura, Secrétaire Exécutive du Conseil National de la Science et de Technologie (NCST)*

La promotion d'incitations visant à renforcer le lien entre l'industrie et le monde universitaire est l'un des moyens envisagés par le Conseil National Rwandais pour la Science et la Technologie (NCST) pour surmonter les nombreux défis et problèmes critiques pour la recherche et le développement.

Alors que certains pays ont été invités à fournir des documents décrivant de manière générale les politiques liées à la science, la technologie et à l'innovation, le Rwanda a jusqu'à présent réussi à mettre en œuvre de nouvelles initiatives visant à impliquer les parties prenantes dans la définition des priorités de recherche.

Selon le Secrétaire Exécutif du Conseil National Rwandais pour la Science et la Technologie (NCST), le Dr Eugene Mutimura, une approche holistique de ces efforts a consisté à établir des partenariats publics/privés dans le domaine de la recherche et du développement dans le but d'accroître la participation des entreprises et d'encourager le secteur privé à investir dans la recherche.

S'exprimant lors d'un entretien exclusif, le Dr Mutimura a expliqué que lors de la première Phase de mise en œuvre des projets de l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (SGCI), dont l'objectif était



*Aimable Twahirwa, Journaliste Scientifique*

de renforcer la capacité des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique, le Rwanda a réussi à publier deux appels qui promeuvent la collaboration entre le monde universitaire et l'industrie.

Depuis sa création en 2015, la SGCI a renforcé les capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique (CSRS) dans 15 pays d'Afrique Subsaharienne afin de soutenir la recherche et les politiques fondées sur des preuves qui contribueront au développement économique et social.

Conformément à cet engagement de soutenir l'échange de connaissances avec le secteur privé, le NCST a utilisé des incitations financières pour promouvoir un meilleur alignement avec les approches d'échange de connaissances et de transfert de technologies avec l'industrie.

### Projets de collaboration avec le secteur privé

Selon le NCST, à ce jour, des exemples à suivre de collaboration fructueuse entre les universités et les industries se sont focalisés sur les domaines prioritaires nationaux du pays.

Pourtant, certains de ces projets de collaboration ont abouti à des résultats concrets, où de nombreuses idées issues de la recherche universitaire ont été mises à profit grâce à la collaboration entre les universités et les acteurs du secteur privé. Felly Migambi Khalisa, analyste principale au NCST,

a mentionné les formations et les ateliers comme autres instruments de la SGCI qui ont été utilisés au Rwanda pour renforcer les capacités du secteur privé à faire progresser l'innovation.

Les efforts déployés pour trouver des solutions aux défis sociaux, environnementaux et économiques complexes, par exemple dans les domaines de l'énergie durable, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, ainsi que les objectifs de développement durable visant à mettre fin à la pauvreté et à la faim, ont de plus en plus nécessité une collaboration entre les universités et l'industrie parce que peu d'organisations ont la capacité interne d'obtenir des résultats par eux-mêmes.

### Fonds basé sur le mérite

Depuis l'année dernière, le NCST a lancé l'appel "Excellent Research Grant" dans le but de mettre en place le Fonds National d'Innovation pour la Recherche (NRIF), le principal véhicule de soutien public à la recherche scientifique et à l'innovation technologique au Rwanda.

L'objectif du NRIF est de développer des solutions aux problèmes sociaux centrées sur le citoyen et basées sur la connaissance, de développer l'excellence de la recherche et d'encourager l'innovation et le progrès technologique.

Les universités, les universitaires et le Conseil National de la Science et de la Technologie souhaitent également voir les résultats de la recherche mis en pratique.

Avec la commercialisation et la monétisation de la Propriété Intellectuelle (PI), le Dr Mutimura encourage également les scientifiques et les ingénieurs rwandais à profiter de ce fonds basé sur le mérite pour générer et utiliser des connaissances originales au profit du Rwanda, de la région et d'au-delà.

### Renforcement des capacités

Dans le contexte rwandais, l'administration de la Propriété Intellectuelle est désormais passée du ministère du commerce et de l'industrie au Conseil de Développement du Rwanda (RDB) du gouvernement dans le cadre des réformes juridiques et commerciales en cours visant à faciliter l'entrée des entreprises et les activités commerciales tout en renforçant les liens entre l'université et l'industrie.

*"Un élément clé de la première phase de mise en œuvre de la cette initiative a également été d'encourager la collaboration entre les Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique", a déclaré le Dr Mutimura.,"*

Grâce à ces mesures incitatives destinées à motiver les chercheurs, le NCST a accordé des subventions à 11

propositions retenues par des universités et des instituts de recherche publics et privés au Rwanda.

Actuellement, les responsables du NCST du Rwanda se réjouissent de constater que, bien qu'il s'agisse d'une nouvelle institution, le personnel du Conseil Subventionnaire National a acquis des connaissances en matière de gestion de la recherche grâce à diverses formations et ateliers organisés par la SGCI.

*"Les processus impliqués dans l'ensemble de la chaîne de valeur des propositions d'octroi, ont été améliorés et rationalisés grâce aux différentes formations organisées", a déclaré le Dr Mutimura.*

La politique nationale du Rwanda en matière de STI a pour principal objectif d'"intégrer la science, la technologie, la recherche scientifique et l'innovation dans un cadre qui comprend le renforcement des capacités, les initiatives de transfert technique et la promotion de l'innovation, dans le contexte des problèmes auxquels le pays est confronté".

Le programme se concentre sur des domaines prioritaires, notamment la productivité agricole, l'énergie géothermique et les géosciences, les technologies appropriées, la transformation des aliments et la technologie alimentaire, l'eau potable et l'assainissement, et les biocarburants, entre autres

“  
Les processus impliqués dans l'ensemble de la chaîne de valeur des propositions d'octroi, ont été améliorés et rationalisés grâce aux différentes formations organisées

# SENEGAL

## La SGCI Renforce la Recherche Collaborative au Sénégal

Suy Kahofi, (Dakar, Senegal)



Pr. Soukèye Dia Tine, Responsable du Financement de la Recherche et Développement Technologique, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sénégal

“  
Nous apprécions les quatre composantes clés de la SGCI et en particulier l'aspect collaboratif de cette initiative tant au niveau national parmi les chercheurs sénégalais qu'au niveau continental avec les chercheurs et les CSRS d'autres pays.

Le Sénégal a rejoint l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique en Afrique Subsaharienne (SGCI) en 2015. Le pays est l'un des 15 États membres de cette initiative à laquelle participent quatre pays d'Afrique de l'Ouest.

Tout comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Burkina Faso au niveau sous-régional, le Sénégal participe aux différentes activités et formations de la SGCI autour des quatre composantes clés du projet.

Le programme a renforcé les capacités des bénéficiaires sénégalais en matière de science, de technologie et de gestion de la recherche, de conception et de suivi des programmes, d'évaluation et d'apprentissage, grâce à l'utilisation de solides indicateurs STI, à l'échange de connaissances avec le secteur privé et à la promotion de partenariats entre le Conseil National des subventions scientifiques et d'autres acteurs du système scientifique, tant au niveau local qu'international.

Le professeur Soukèye Dia Tine, responsable du financement de la recherche et du développement technologique au Ministère Sénégalais de l'Enseignement Supérieur, de la recherche et de l'innovation, a fait l'éloge de la SGCI en tant qu'initiative incontestée de renforcement des capacités et de financement, considérée comme essentielle pour quiconque s'intéressant à la recherche scientifique, à l'économie et au développement du continent

*“Nous apprécions les quatre composantes clés de la SGCI et en particulier l'aspect collaboratif de cette initiative tant au niveau national parmi les chercheurs sénégalais qu'au niveau continental avec les chercheurs et les CSRS d'autres pays”, a-t-elle déclaré,*”

La SGCI a renforcé la coopération Sud-Sud en matière de recherche scientifique entre les pays d'Afrique Subsaharienne au cours de ces cinq dernières années grâce à différents voyages d'étude à l'étranger. Le Sénégal et le Burkina Faso ont saisi cette occasion pour trouver un terrain d'entente et travailler ensemble sur deux projets de collaboration d'un grand intérêt humain pour les deux pays.

La première équipe de chercheurs travaille sur un projet de santé intitulé “Comment améliorer la gestion multisectorielle des maladies chroniques chez les populations du Burkina Faso et du Sénégal”. Cette recherche menée par des experts des questions stratégiques de la gestion des maladies chroniques présente d'importantes similitudes dans les deux pays.

La deuxième équipe focalise ses travaux sur un projet environnemental dans la région de Kaolack (sud-est du Sénégal) sur “Développement des terres salines pour aider à améliorer la vie des populations vulnérables dans le contexte du changement climatique en Afrique de l'Ouest”.

Grâce à la SGCI, des chercheurs de différents domaines d'études et universités peuvent travailler dans la même



Suy Kahofi, *Journaliste Scientifique*

équipe. C'est une tâche à accomplir dans certaines universités où les chercheurs avaient l'habitude de mettre en œuvre leurs projets indépendamment ou avec d'autres chercheurs dans le même domaine d'étude. Les sociologues, anthropologues, médecins, économistes de la santé et géographes du Sénégal et du Burkina Faso peuvent facilement partager leurs connaissances et mettre en œuvre un projet de recherche ensemble, a-t-elle noté avec satisfaction.

*“La plupart des projets de recherche scientifique en Afrique visent des problèmes transfrontaliers ou transnationaux car les pays partagent les mêmes problèmes sanitaires, environnementaux et économiques. Pourquoi devons-nous travailler uniquement au niveau national sur les mêmes problèmes de développement si nous pouvons trouver une solution pour nos différents pays en travaillant ensemble?”* Le professeur Tine a déclaré.

Les projets financés par la SGCI au Sénégal et au Burkina Faso sont le début d'une réponse à long terme à cette question, non seulement pour la recherche fondamentale, mais aussi pour faire face aux problèmes financiers. En effet, le Sénégal, comme la plupart des pays africains, manque de ressources pour promouvoir la recherche scientifique et l'innovation.

Le Pr. Tine a fortement suggéré que les CSRS nationaux du Sénégal et du Burkina Faso puissent continuer à travailler ensemble afin d'améliorer l'utilisation de leurs ressources par des propositions communes sur des projets de recherche transnationaux, y compris des financements pour promouvoir la recherche universitaire. Cette coopération Sud-Sud entre le Sénégal et le Burkina Faso, rendue possible par la SGCI, est une porte ouverte pour le CSRS du Sénégal afin de trouver de nouveaux partenariats au niveau international. L'une des plus grandes réalisations est le partenariat avec le Japon.

Le Sénégal a rejoint l'AJ-COR, Africa-Japan Collaborative Research, pour des projets dans le domaine d'étude de l'environnement. Le pays continuera à bénéficier des quatre composantes de la SGCI alors que le deuxième cycle de l'initiative est prêt à démarrer. Au cours du premier cycle, les fonds de recherche ont été gérés par des organisations internationales directement avec les équipes de recherche.

Dans cette deuxième étape, le Conseil National des subventions scientifiques, FIRST (Fonds pour la Promotion de la Recherche Scientifique et technique), sera responsable

du fonds, y compris l'organisation et la gestion des appels à propositions.

Il est intéressant de souligner que l'organisme national de financement du Sénégal est la Direction du Financement de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique. Cette direction est placée sous l'autorité du Directeur Général de la Recherche et de l'Innovation.

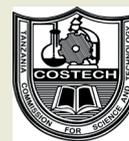
La Direction du Financement de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique a les responsabilités suivantes : établir le budget national de la recherche scientifique et du développement technologique ; assurer le suivi des différentes subventions et aides financières ; organiser les différentes sessions du Conseil National de la Recherche, de la Technologie et de l'Innovation concevoir et assurer le suivi de toutes les procédures de gestion conformément au processus national d'octroi de subventions ; et élaborer et mettre en œuvre toutes les stratégies pour une meilleure implication des chercheurs sénégalais et de la communauté scientifique nationale dans les différents domaines de recherche.

Le FIRST, bien que le plus connu et le plus important en termes de budget, n'est qu'un des divers mécanismes ou outils utilisés par la Direction du Financement de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique pour financer la recherche scientifique au Sénégal.

Actuellement, 15 à 20 projets peuvent être financés chaque année par la FIRST avec un fonds commun général d'environ 522,000 dollars. Chaque proposition sélectionnée reçoit au moins 35,000 dollars. Il existe également un fonds supplémentaire de 260,000 dollars consacré au soutien scientifique et technique, mais uniquement pour les projets et initiatives des femmes chercheurs. La capacité de la direction à octroyer des subventions s'est nettement améliorée grâce à l'initiative, a souligné le professeur Dia.

Un mécanisme de financement solide, fondé sur la transparence, la bonne gouvernance et la responsabilité, a été mis en place. Les équipes de chercheurs devaient non seulement gérer leurs activités de recherche, mais aussi rendre compte de l'utilisation des ressources allouées.

Le professeur Tine souligne le fait que le Sénégal doit améliorer la quantité et la qualité de la recherche scientifique : *“Pour ce deuxième cycle de la SGCI, j'espère que la FIRST recevra beaucoup plus de propositions de haute qualité visant à résoudre efficacement les problèmes auxquels la population est confrontée tout en mettant en évidence l'aspect collaboratif des projets de recherche qui doit être encouragé”*



## TANZANIE

# Se Mettre à l'Écoute des Parties Prenantes Afin de Promouvoir la STI

Deodatus Mfugale (Dar es Salaam, Tanzanie)



Dr. Amos Nungu, Directeur General, COSTECH

Les Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique en Afrique subsaharienne ont renforcé leurs capacités à mener des recherches et des politiques fondées sur des preuves afin de contribuer au développement socio-économique de leurs pays respectifs.

*"Il est impératif de renforcer les capacités des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique financés par des fonds publics en Afrique Subsaharienne qui sont d'importantes institutions de courtage afin de continuer à progresser dans le développement de la STI sur le continent,"* lit une partie d'une note d'orientation de la SGCI

En Tanzanie, la Commission pour la Science et la Technologie (COSTECH) a reçu le soutien de la SGCI notamment dans les domaines de la gestion de la recherche ainsi que de la formulation et de la mise en œuvre de politiques basées sur l'utilisation d'indicateurs solides en matière de Science, de Technologie et d'Innovation (STI).

COSTECH a également obtenu un soutien dans le transfert de la science et de la technologie vers le secteur privé en vue de renforcer les partenariats au sein du secteur et avec d'autres acteurs des systèmes scientifiques.

*"15 CSRS ont bénéficié de l'initiative. Les décideurs politiques et le grand public sont d'autres bénéficiaires de l'initiative",* déclare Neema Tindamanyire, coordinatrice de l'Initiative en Tanzanie.

Bakari Msangi, ancien Coordinateur de la SGCI en Tanzanie, explique que COSTECH mène

des dialogues avec les décideurs politiques généralement pendant sa semaine scientifique annuelle. "Ces dialogues impliquent un large éventail de responsables politiques et de décideurs et portent principalement sur la Science, la Technologie et l'Innovation. Il est nécessaire d'accroître le soutien à l'élaboration de notes d'orientation sur les politiques qui peuvent éclairer les dialogues", déclare le Dr Bakari.

La Commission organise également des expositions sur la STI à l'intention des décideurs politiques au Parlement afin de présenter l'impact de la recherche sur le développement économique et social. Le personnel de COSTECH rencontre les membres de la Commission Parlementaire sur les STI deux fois par an pour les informer des réalisations et des travaux en cours. Les décideurs politiques accompagnent occasionnellement le personnel de COSTECH lors de visites sur le terrain afin d'observer ce qui se passe sur le terrain.

Outre l'amélioration de la gestion des systèmes de bourses de recherche, la SGCI a favorisé les relations entre le Gouvernement et le secteur privé, les deux parties ayant été impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des projets de recherche en cours.

*"Nous avons également des partenaires du secteur privé de la Communauté de l'Afrique de l'Est",* note le coordinateur, ajoutant que le Gouvernement Tanzanien, par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, a participé à divers événements organisés par la SGCI.

Bien qu'il incombe à l'Initiative de tendre la main au secteur privé et aux autres parties prenantes et de les faire participer à la promotion de la STI, le CRDI souligne également l'importance d'assurer la participation du secteur privé en tant que partenaire dans la formulation et la mise en œuvre des projets.

Des efforts sont actuellement déployés pour garantir la pérennité des avantages actuels et futurs de la SGCI. L'un d'entre eux consiste à solliciter des financements auprès de diverses sources afin que les projets soient cofinancés pour améliorer la mise en œuvre et obtenir les meilleurs résultats. *"Nous assurons également le suivi des activités des bénéficiaires des subventions afin de garantir que les fonds sont dépensés pour les activités prévues et que les*

*“résultats ultérieurs reflètent l’optimisation des ressources.”*  
Déclare le Dr. Amos Nungu, Directeur Général de COTECH.

Des efforts sont également déployés pour solliciter des fonds auprès d’autres sources afin de développer et de soutenir les activités de recherche et d’innovation en vue d’accélérer le développement économique et social des Tanzaniens.

Selon le Dr Msangi, les fonds alloués par la SGCI aux projets individuels sont très limités, ce qui nécessite des investissements supplémentaires pour les activités de recherche. “La SGCI devrait également envisager de soutenir les post-docs afin d’élargir le champ des activités de recherche.

La mise en œuvre précédente du projet s’est heurtée à des difficultés parce que la mise en œuvre des activités était soutenue par l’Agence Technique de Collaboration (CTA), mais cela a changé depuis que les CSRS ont pris le relais.

Toutefois, selon Mme Tindamanyire, il serait trop tôt d’attribuer à la SGCI l’amélioration de la recherche, de la science, du transfert de technologie et de l’innovation en Tanzanie

*“Il est difficile d’isoler ces améliorations de l’initiative, car la mise en œuvre des projets de recherche sous son égide a débuté il n’y a que deux ans, en 2018. Cependant, son impact sera certainement évident dans les cinq prochaines années”,* déclare Mme Tindamanyire.

## La SGCI Rehausse le Profil de la R&D en Tanzanie

Deodatus Mfugale (Dar es Salaam, Tanzanie)



Deodatus Mfugale, Journaliste Scientifique

Depuis environ 30 ans, la Commission Tanzanienne pour la Science et la Technologie (COSTECH) joue un rôle moteur dans la coordination et la promotion de la recherche et du développement technologique ainsi que dans le conseil au gouvernement sur les questions relatives à l’application de la science et de la technologie dans le but d’accroître le développement socio-économique du pays.

Ses fonctions ont consisté à administrer les subventions de recherche, à suivre les activités de recherche et à fournir des services d’information scientifique. Il a également participé à la définition de la politique de recherche et à la promotion de l’invention et de l’innovation.

Cependant, en 2015, l’institution a intensifié ses activités après avoir commencé à bénéficier du soutien de l’Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI). L’initiative vise à renforcer les capacités de 15 Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique

en Afrique Subsaharienne afin de soutenir des politiques fondées sur la recherche qui contribueront au développement économique et social.

L’objectif sera atteint par la gestion de la recherche, l’utilisation d’indicateurs STI, les partenariats et l’engagement du secteur privé. La mise en réseau des Conseils Subventionnaires (CSRS), le suivi, l’évaluation et l’apprentissage sont d’autres mesures qui seront utilisées pour atteindre l’objectif.

Selon le DG de COSTECH, le Dr. Amos Nungu, le projet a permis à l’institution d’acquérir De nouveaux instruments et systèmes de gestion de la recherche tels que la conception d’un appel à la recherche et la mise en place de systèmes de gestion des subventions.

*“Le projet nous a également aidés à concevoir et à suivre des programmes de recherche basés sur l’utilisation d’indicateurs solides en matière de Science, de Technologie et d’Innovation. Cela nous a permis de renforcer les partenariats et les réseaux entre les Conseils Subventionnaires de la*

“  
Le projet nous a également aidés à concevoir et à suivre des programmes de recherche basés sur l’utilisation d’indicateurs solides en matière de Science, de Technologie et d’Innovation..

*Recherche scientifique et d'autres acteurs du système scientifique, comme les réunions annuelles de la SGCI et les Conseils Mondiaux de la Recherche", explique le Dr Nungu,*

La SGCI a renforcé le partenariat entre COSTECH et le secteur privé, les universités et les institutions de R&D. La SGCI soutient l'industrie manufacturière en fournissant des informations sur les nouvelles technologies appropriées, en organisant des événements d'échange de connaissances et en offrant des possibilités de formation à la gestion de la recherche.

Muhimbili University of Health and Allied Sciences (MUHAS), par exemple, mène des recherches sur les études de bioéquivalence des formulations solides d'amoxicilline et de captopril fabriquées localement, dans le but de soutenir le secteur de la fabrication pharmaceutique locale dans les pays d'Afrique de l'Est. Ces recherches ont été rendues possibles grâce à la SGCI.

On ne saurait trop insister sur l'impact de ce soutien, mais il suffit de dire que la visibilité de COSTECH en Afrique Subsaharienne s'est considérablement accrue depuis sa collaboration avec la SGCI. "Derrière cette visibilité se cache un grand nombre de partenaires et une collaboration accrue au sein de la sous-région, basée sur l'amélioration des systèmes de gestion de la recherche, la conception et la gestion des appels de recherche", explique Neema Tinda, coordinatrice nationale de la SGCI en Tanzanie.

Il y a également eu un développement institutionnel puisque le personnel de COSTECH a amélioré ses capacités et ses compétences dans la gestion des subventions de recherche. La SGCI améliore la collaboration et le réseautage avec d'autres institutions de R&D en Tanzanie et à l'étranger et renforce les collaborations de recherche sud-sud, déclare Mme Tinda, ajoutant qu'en tant que coordinatrice de la STI, toutes les activités de R&D et VHI ?? du pays sont affiliées à COSTECH. A l'extérieur du pays, nous avons travaillé avec NRF, SARIMA et avec d'autres CSRS

La SGCI a également cimenté la relation avec le secteur privé bien que, selon le coordinateur, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour utiliser pleinement le potentiel du partenariat afin de soutenir les plans de développement nationaux.

Cela s'explique en partie par le fait que l'adoption de la recherche dans les politiques est un long processus, en particulier dans les pays en voie de développement. Et malgré une sensibilisation accrue à l'utilisation des résultats de la recherche dans la formulation des politiques et la prise de décision, il existe toujours un écart dans l'adoption de ces résultats par le Gouvernement et le secteur privé.

Divers groupes et institutions ont bénéficié des activités de COSTECH et, en de rares occasions, des journalistes figurent

parmi les bénéficiaires. Les Tanzania Agricultural Journalists (TAJF) figurent en bonne place parmi les groupes de médias qui ont bénéficié du projet SCGI après que ses membres aient reçu une formation sur le reportage des STI en relation avec les questions agricoles.

*"COSTECH est la seule institution qui a formé ses membres en matière de STI. Elle a également organisé un concours médiatique pour rendre compte de l'agriculture sous l'angle de la STI. Bien qu'il ait été ouvert à tous les journalistes du pays, la plupart des participants et des gagnants ultérieurs venaient de notre groupe",* déclare Gerald Kitabu, ancien président de l'Association.

Il serait cependant trop tôt pour affirmer que les activités de recherche en Tanzanie ont augmenté en termes de nombre, de pertinence et de crédibilité des résultats grâce aux interventions de la SGCI. "Nous avons constaté certains impacts découlant des interventions de la SGCI, mais pas à ce point", déclare le Dr Nungu.

*"Il se trouve que seuls deux méga projets de recherche (chaires de recherche) et trois projets mineurs (fabrication) viennent d'être accordés par l'intermédiaire de Tambo et du CRDI, respectivement. Les résultats de ces subventions seront utilisés pour évaluer l'impact des interventions de la SGCI",* a-t-il ajouté.

En travaillant avec la SGCI, il existe des défis qui ont entravé les progrès et qui doivent donc être relevés. En tant qu'initiative pilote, ce fut un voyage d'apprentissage pour COSTECH qui a travaillé avec 15 Conseils et d'autres acteurs de la STI dans toute la région. "Par exemple, la collaboration avec l'Agence technique de collaboration (CTA) s'est jusqu'à présent déroulée sans heurts, à l'exception de quelques lacunes. Mais l'organisation du Forum Annuel de la SGCI va être un défi de taille.

Il a été recommandé que le Conseil hôte gère toutes les questions connexes, y compris le paiement des participants, pour le bon déroulement du forum, au lieu que chaque Conseil paie toutes ses dépenses. C'est une tâche énorme qui risque de semer la confusion chez les parties prenantes", déclare le coordinateur.

L'avenir semble prometteur pour COSTECH, les efforts des partenaires et des bénéficiaires devraient être orientés vers des domaines spécifiques. L'un de ces domaines est le renforcement des capacités en matière de gestion de la recherche et d'analyse d'impact.

La recherche est le fondement du développement et les CSRS devraient fournir davantage de fonds pour former diverses compétences afin d'accroître les capacités des chercheurs et des autres membres du personnel. Il devrait également y avoir un développement conjoint des propositions et des plans futurs. Les institutions devraient également procéder à une évaluation des besoins afin de déterminer les domaines qui nécessitent un soutien accru de la part des CSRS.

## UGANDA

# Renforcer les Capacités de l'UNCST en Matière de Gestion de la Recherche et d'Octroi de Subventions

Jacky Achan (Kampala, Uganda)



Ronald Jjagwe, Science, Technologie, Innovation, Direction de la recherche et du Développement à UNCST



Ms. Jacky Achan, Journaliste Scientifique

L'objectif de la SGCI est de renforcer les écosystèmes d'innovation de l'Afrique en améliorant les capacités des Conseils Subventionnaires (CSRS) à gérer efficacement la recherche, à concevoir et à suivre les programmes de recherche, à formuler et à mettre en œuvre des politiques basées sur l'utilisation d'indicateurs solides en matière de Science, de Technologie et d'Innovation (STI), à soutenir l'échange de connaissances au sein d'un système STI et à établir des partenariats avec tous les acteurs du système scientifique et technologique.

En 2018, l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI), un projet multi-donateurs qui vise à renforcer les capacités de 15 Conseils Subventionnaires (CSRS) en Afrique Subsaharienne, a été lancé afin de soutenir la recherche et les politiques fondées sur des preuves pour stimuler le développement économique et social des pays sélectionnés. Le résultat attendu de la SGCI est que les conseils, qui sont gérés efficacement et reliés à de multiples acteurs, renforceront les systèmes scientifiques nationaux afin de réaliser le programme de transformation de l'Afrique, la Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation (STI) pour l'Afrique 2024 (STISA-2024).

L'UNCST, qui est l'un des CSRS participants, a été établi en 1990 par une loi du Parlement (CAP 209 des lois de l'Ouganda) qui l'a mandaté pour mener l'intégration de la STI dans le développement du pays avec la fin de la phase de l'initiative, Mme Jacky Achan s'est entretenue avec le chef de la direction de la STI, Recherche et du développement de l'UNCST, M. Ronald Jjagwe, sur l'impact de la SGCI en Ouganda. Voici les exceptions.

### Q. Commençons par le contexte, comment l'UNCST en est-elle venue à participer à cette initiative?

La SGCI est un projet financé par un consortium de donateurs comprenant la National Research Foundation (NRF) d'Afrique du Sud, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, le Ministère britannique du Développement International (DFID) du Royaume-Uni et l'Agence Suédoise de Développement international (SIDA).

L'UNCST a demandé à faire partie de l'initiative car ses objectifs sont en accord avec les nôtres. Nous nous sommes concentrés sur le troisième thème de la SGCI, qui vise à renforcer la capacité des CSRS à établir une coopération scientifique et à encourager la collaboration entre les secteurs public et privé en matière de recherche et l'échange de connaissances pour un développement socio-économique accéléré.

Dans le cadre de ce thème, la SGCI, par l'intermédiaire du consortium African Centre for Technology Studies (ACTS), a offert aux pays intéressés la possibilité de participer à une collaboration scientifique bilatérale ou régionale par le biais de ce que l'on appelle une initiative de subventions de coopération (CGI). Dans le cadre de la CGI, des groupes de pays, dont l'Ouganda, se réunissent pour financer des projets de recherche compétitifs dans des domaines thématiques convenus d'un commun accord.

### Q. Quel a été le rôle de la SGCI dans le renforcement des capacités de la CNUST? Comment a-t-elle transformé la recherche et le développement en Ouganda?

Le projet SGCI a amélioré la gestion des subventions et la recherche à l'UNCST, même si l'Ouganda était quelque peu avancé dans l'octroi des subventions. L'initiative a également apporté une valeur ajoutée,

Notamment le volet formation en ligne, la mise en œuvre par l'UNCST du système de gestion des subventions en ligne. Le volet formation de la SGCI : un certain nombre de membres du personnel de l'UNCST à tous les niveaux.

Ils ont été formés, entre autres, à la gestion de la recherche, aux droits de Propriété Intellectuelle, au transfert de technologie, à l'éthique de la recherche, à l'intégration de la dimension de genre, à la communication stratégique et à l'évaluation des programmes. Avec le système de gestion des subventions en ligne, il suffit de lancer un appel à chaque fois que vous avez de l'argent des bailleurs de fonds et que vos chercheurs et innovateurs viennent le chercher. L'Ouganda utilise le modèle concurrentiel. Un comité indépendant sélectionne la meilleure demande et lui attribue l'argent sur une période limitée.

Parmi les objectifs fondamentaux de la SGCI, nous en avons choisi quatre : la gestion de la recherche, la conception et le suivi des programmes de recherche, la formulation et la mise en œuvre de politiques basées sur l'utilisation d'indicateurs STI solides, et le soutien à l'échange de connaissances au sein d'un système STI. Malgré cela, nous établissons par la suite des partenariats avec tous les acteurs d'un système scientifique et technologique. Notre nous sommes focalisés plus sur la gestion des subventions, divisée en trois grandes catégories.

### **(i) Subventions de Recherche en Partenariat Public-Privé**

Les subventions de recherche du PPP étaient de 90,000 dollars par CSRS, avec une exigence de cofinancement de 18,000 dollars. L'UNCST, en collaboration avec le centre SCINNOVENT et ACTS, a sélectionné par voie de concours 3 projets qui ont obtenu des subventions de recherche dans le cadre de la SGCI en Nov 2018. Les bourses de recherche PPP sont accordées à des chercheurs nationaux pour qu'ils collaborent avec le secteur privé afin de trouver des solutions fondées sur la recherche aux défis auxquels l'industrie est confrontée. Ainsi, nous avons choisi de travailler sur le sous-secteur de la fabrication d'aliments

Dans le cadre du PPP, nous voulions des scientifiques dont les idées avaient dépassé le stade de la preuve de concept et étaient prêtes à être commercialisées. L'UNCST a approuvé et financé trois propositions sur l'exploitation commerciale de la propolis et du venin d'abeille en Ouganda ; des produits de boulangerie et de confiserie à haute teneur en fibres, à partir de germes et de son de maïs et de déchets de cacao, à la richesse en utilisant des souches de levures issues de la fermentation en boîte en Ouganda. Nous sommes heureux que tous les projets aient bien progressé, avec des produits déjà mis sur le marché.

### **(ii) Bourses de Coopération Bilatérale en Matière de Recherche**

Lors de la Réunion Consultative des partenaires qui s'est tenue du 2 au 7 juillet 2017 à Pretoria, en Afrique du Sud, l'Ouganda a choisi de s'associer à la Côte d'Ivoire pour relever les défis communs de la santé pour tous et du développement agricole, notamment dans le domaine de la production de café et de cacao. Un protocole d'accord a été signé le 7 novembre 2018 lors de l'Assemblée Annuelle de la SGCI à Abidjan. Le protocole d'entente a défini les domaines et les modalités de la collaboration entre l'UNCST et PASRES, l'Agence de gestion des projets de recherche de Côte d'Ivoire. L'appel conjoint de recherche qui a été lancé pendant la phase préparatoire de la collaboration bilatérale a donné lieu à 10 propositions de recherche préparées conjointement par des chercheurs des deux États partenaires. Deux projets de recherche ont été sélectionnés pour l'attribution de la subvention SGCI d'un montant de 50,000 dollars chacun, avec une exigence de fonds de contrepartie de 10,000 dollars par CSRS partenaire.

### **(iii) Les Subventions de Coopération Trilatérale et Multilatérale en Matière de Recherche**

Les CSRS des pays de la CAE ont décidé d'utiliser l'organisme régional déjà existant, la Commission de l'Afrique de l'Est pour la Science et la Technologie (EASTECO), pour former un consortium de recherche régional afin d'accéder aux subventions de recherche multilatérales. Les CSRS ont identifié la fabrication comme une priorité de recherche régionale pour les subventions de recherche communes. Un appel conjoint a été lancé par EASTECO et deux projets de recherche réussis dans le domaine de l'industrie légère ont reçu des subventions en octobre 2018. Le besoin financier global de l'UNCST pour gérer les trois catégories de bourses de recherche pendant 12 mois était de 38,000 dollars. L'UNCST a fourni une contribution de contrepartie de 10 % pour les projets de recherche en PPP et multilatéraux, et de 20 % dans le cadre des projets de recherche bilatéraux, versée lorsque les projets ont été menés à bien de manière satisfaisante

### **Q. Comment l'UNCST s'est-elle assurée du mérite dans l'attribution des subventions?**

Nous gérons un système de subventions ouvert et transparent, qui commence par un appel à notes conceptuelles de 3 à 4 pages maximum, émanant de parties, principalement des universités. Les notes conceptuelles sont évaluées et classées en conséquence. Les concepts les mieux classés sont invités à soumettre des propositions complètes. Les propositions complètes sont également évaluées par des experts. Les chercheurs sont ensuite invités à faire une présentation orale devant un panel

d'experts. Les propositions retenues sont sélectionnées et se voient attribuer la subvention.

C'est un processus vigoureux. Les lauréats des bourses ont été soumis à un processus de candidature ouvert et compétitif. Vous faites face à un comité de cinq à sept professeurs experts dans votre domaine et ils vous notent selon vos idées en suivant les critères préétablis et choisissent les meilleurs. En fin de compte, à l'UNCST, nous voulons les meilleures idées. Nous ne sommes pas experts dans tous les domaines, alors nous travaillons avec les comités d'experts pour nous donner les meilleurs candidats. Les trois chercheurs qui ont obtenu les bourses SGCI n'ont pas été triés sur le volet, ils ont passé un concours et sont ressortis comme les meilleurs, au mérite.

### **Q. Quels ont été vos principaux succès depuis la première phase de Partenariat SGCI et obtention d'une subvention?**

(i) À ce jour, la SGCI a, grâce à des cours organisés par son UA-NEPAD, une Agence Technique de Collaboration (CTA), renforcé les capacités de huit membres du personnel de l'UNCST dans l'unité d'analyse politique et de statistiques, afin de concevoir et de suivre des programmes de recherche et de formuler et mettre en œuvre des politiques basées sur l'utilisation de solides indicateurs STI. Un résultat clé de ce renforcement des capacités a été la reconnaissance et l'inclusion des statistiques scientifiques dans le système statistique national par le Bureau National des Statistiques.

En plus de soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et la planification du secteur des STI, les statistiques ougandaises sur les STI sont reconnues par l'UNESCO, l'OCDE et la Banque Mondiale et ont été largement utilisées dans des publications internationales qui mesurent les performances des systèmes nationaux d'innovation dans le monde entier. Il s'agit notamment de l'Annuaire Statistique de l'UNESCO, du Rapport sur le Développement Mondial de la Banque Mondiale et du Rapport sur le Développement Humain du PNUD.

(ii) L'initiative a, grâce à des formations dispensées par son CTA, l'Agence de Gestion de la Recherche d'Afrique Australe (SARIMA), renforcé les capacités de 23 chercheurs et gestionnaires de subventions ougandais basés dans diverses universités et institutions de recherche. Les formations se sont concentrées sur la recherche et la gestion des subventions en utilisant les meilleures pratiques INT.

(iii) Le SARIMA a également renforcé les capacités de deux membres du personnel de l'UNCST en matière de systèmes de gestion des subventions de recherche basés sur les TIC, grâce à des visites d'étude avec le NRF-Afrique du Sud. L'un des principaux résultats de ce renforcement des capacités a été la rationalisation du système de gestion des

subventions à l'UNCST, en mettant davantage l'accent sur les procédures de sélection et d'attribution concurrentielles à l'aide de systèmes en ligne.

Ce passage à des systèmes en ligne a rendu la gestion des subventions par le Conseil plus efficace que le système manuel. Par exemple, le processus de gestion des subventions a été diminué de six à deux mois.

Parmi les autres avantages, citons la réduction des conflits d'intérêts, car le système est conçu de manière à pouvoir noircir le nom des candidats. Ainsi, l'examineur ou le membre du comité ne peut pas savoir quelle proposition il examine, ce qui garantit la transparence. Nous avons fait améliorer ce système en examinant la version sud-africaine.

(iv) Grâce à des visites d'échange, les CSRS, y compris la UNCST, ont beaucoup appris les uns des autres. Par exemple, une équipe de Côte d'Ivoire est venue en Ouganda étudier nos mécanismes de gestion des subventions, qu'ils ont ensuite modelés eux-mêmes. L'UNCST a également beaucoup appris du NRF, en particulier du système électronique de gestion des subventions.

La plateforme du SGCI a permis de réunir tant de CSRS en Afrique Subsaharienne. La science est parfois une affaire de partenariat. L'un des avantages de la plateforme SGCI est la possibilité de créer des partenariats multi-pays, ce qui a énormément profité à nos chercheurs, scientifiques et investisseurs. Nous pouvons désormais facilement nous associer, par exemple, au Fonds National de Recherche du Kenya et lancer des appels d'offres pour des subventions internationales. Cette plateforme a permis de créer des liens entre différents innovateurs et chercheurs en Afrique Subsaharienne. Dès que vous vous associez à différents partenaires, la science progresse parce que vous partagez des idées, que vous obtenez une expertise différente et que vous formez des équipes gagnantes. Pour moi, c'était le principal avantage.

### **Q. Quels ont été les défis à relever pour soutenir la R&D en Ouganda?**

Après la première phase de SGCI, nous n'avons pas pu accorder de subventions depuis un certain temps en raison d'un manque de financement. Le problème est que nous devons aider tant de nos scientifiques à franchir cette ligne et à commercialiser leurs idées. Ils n'ont pas encore commercialisé leurs idées à cause du manque de financement. Alors que nous disposons de la base de compétences et des lignes directrices nécessaires pour mettre en œuvre le système de gestion des subventions, beaucoup de nos innovateurs n'ont pas été en mesure de commercialiser leurs produits par manque de financement. Savez-vous pourquoi ? La commercialisation nécessite d'énormes fonds de démarrage. Ce que nous obtenons du



*Le Dr Titus Alicai dans les champs d'ignames*

Gouvernement ne peut financer que la preuve de concept, ce qui ne nécessite pas de financement massif. Mais c'est comme si on allumait une bougie et qu'on la mettait sous le lit.

Le Gouvernement s'est engagé à recapitaliser le fonds d'innovation à hauteur d'environ 500 milliards US\$, soit l'équivalent d'environ 200 millions de dollars. Mais cela ne s'est pas encore concrétisé. Il a donc été difficile de combler le déficit de financement.

### **Q. Quelles pourraient être les conséquences sur le développement si nos chercheurs ne sont pas soutenus dans leurs entreprises?**

L'objectif général est de passer au stade de la commercialisation. Beaucoup de nos chercheurs sont en mode de survie. Beaucoup de personnes qui font de la recherche en Afrique le font à des fins universitaires. Nos chercheurs n'ont pas été orientés vers la recherche commerciale ou ne font pas de recherche significative pour tirer profit de leur Propriété Intellectuelle et de leurs brevets. Beaucoup font des masters ou des doctorats et dès qu'ils atteignent cet objectif, ils arrêtent.

C'est le défi à relever, contrairement aux pays développés où ils vont faire breveter leurs innovations et en tirer des bénéfices tangibles. Cela ne devrait pas être une excuse, mais si vous regardez nos priorités nationales, et le budget que la science, la technologie et l'innovation ont reçu, c'est l'un des secteurs qui se trouve au bas de l'échelle. Si vous n'engagez pas un grand nombre de ces chercheurs, ils abandonneront leurs innovations et feront d'autres choses pour survivre. Ce n'est pas une question de rentabilité. De cette façon, le Gouvernement perd beaucoup d'argent initialement investi dans la formation de ces scientifiques. La SGCI devrait être renforcé et maintenu. Il aide vraiment

### **Q. L'Ouganda dispose-t-il d'un Bureau de la Propriété Intellectuelle?**

Oui, la loi constitutive du Parlement de l'UNCST lui permet de gérer un Bureau National de la Propriété Intellectuelle/ des brevets. Ce bureau aide les chercheurs à identifier la propriété intellectuelle tangible de leurs recherches, à les guider tout au long du processus et à les relier ensuite au Bureau des services d'enregistrement de l'Ouganda, qui est le Bureau National Officiel de la Propriété Intellectuelle. Nous avons donc ce bureau ici, à l'UNCST, pour aider nombre de nos chercheurs à générer des brevets.

### **Q. Comment le Gouvernement Ougandais peut-il compléter la SGCI pour promouvoir la recherche et le développement dans le pays?**

Notre Gouvernement devrait recapitaliser le Fonds pour l'Innovation. Tous les pays qui se sont développés ont investi beaucoup d'argent dans la recherche, le développement et la commercialisation. C'est l'écart que nous avons en Ouganda, le Gouvernement n'a même pas engagé 1% de son PIB dans la recherche et le développement comme l'exige l'Union Africaine. Bien sûr, on peut faire valoir que l'Ouganda étant un pays du tiers monde, il n'a peut-être pas les fonds nécessaires, mais la question est de savoir quelles sont nos priorités. Toutefois, des améliorations notables sont constatées. Sur le budget de 454 milliards de shillings pour l'exercice 2020/2021, l'allocation budgétaire pour la Science, la Technologie et l'Innovation est de 238,11 milliards de shillings (environ 96 millions de dollars), contre 186,7 milliards de shillings (environ 74 millions de dollars) en 2019/2020..

### **Q. Diriez-vous que la première phase de la SGCI a atteint son objectif et a été un succès en Ouganda?**

Comme indiqué ci-dessus, la SGCI a aidé l'UNCST à mettre en œuvre les aspects essentiels de son mandat par le renforcement des capacités institutionnelles et des interventions pratiques, notamment dans le domaine de la recherche et de la gestion des subventions. Les subventions de recherche complètent les efforts nationaux en cours dans le cadre du Programme National STI (NSTIP) et du Fonds National d'Innovation (NIF) pour soutenir un nombre important de projets de recherche et d'innovation qui ont démontré un potentiel d'application industrielle. L'exposition internationale que la SGCI a fournie a renforcé notre capacité à tirer davantage parti des ressources d'un consortium croissant de partenaires de développement qui sont désireux pour transformer les perspectives STI et socio-économiques des économies à ressources limitées et des pays les moins avancés comme l'Ouganda. La mise en œuvre de la première phase a été couronnée de succès et nous sommes très enthousiastes quant à la deuxième phase de l'initiative, qui est en cours.

## ZAMBIE

### Le NSTC Lance un Nouveau Plan Stratégique Triennal

Jolwit Saluseki, (Lusaka, Zambie)

Le Conseil National Zambien de la Science et de la Technologie (NSTC) a réorienté son plan stratégique 2019/2021 et les objectifs de son tableau de bord équilibré afin de renforcer et de forger des liens avec les acteurs régionaux et nationaux du secteur

Annonçant cet exploit qui définit des plans audacieux et ambitieux, le président du Conseil d'Administration du NSTC, Henry Musenge, déclare que les partenariats inébranlables du Conseil avec d'autres conseils dans la région et dans le monde, dans le cadre de l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI), lui permettront de parvenir à une collaboration de haute qualité entre les Organismes de financement de la recherche dans le monde.

Dans un entretien, le Dr Musenge déclare que le Conseil a accueilli avec succès au cours des trois dernières années la Conférence Scientifique de Zambie où les parties prenantes délibèrent sur des questions liées à la science.

Suite à l'expérience acquise lors de l'organisation de la Conférence SGCI, le Conseil a réorienté ses programmes ambitieux pour y inclure la Conférence Scientifique de Zambie où les parties prenantes d'autres pays se réuniront

à Lusaka pour discuter de questions relatives à la Science, confirme le Dr Musenge.

Il a déclaré que pendant les trois années au cours desquelles le Conseil a convoqué la Réunion, des acteurs de divers secteurs scientifiques venus du Mozambique, de Namibie, du Malawi, du Zimbabwe et d'Allemagne ont pu se mettre en réseau et trouver des solutions à certains des problèmes affectant les populations et le développement socio-économique.

La première Conférence Scientifique de Zambie a été organisée en 2017. Selon le Dr Musenge, les réunions scientifiques permettront au Conseil de collaborer efficacement avec les partenaires régionaux et internationaux.

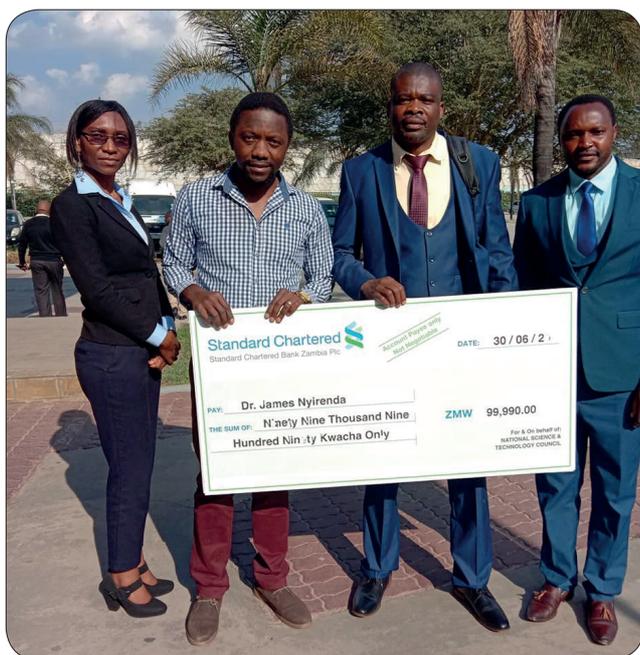
Il a noté que c'est dans cette optique que le Conseil a élaboré un Plan Stratégique qui lui donnera une orientation stratégique de base, tout en fixant des objectifs mesurables que le NSTC doit atteindre afin de contribuer au développement et à l'application de la Science et de la Technologie en Zambie.

Le Plan Stratégique et le tableau de bord équilibré ont consolidé les aspirations des parties prenantes dans le pays en mettant l'accent sur les innovations scientifiques.

Le Dr Musenge a noté que les clients, le Conseil et la Direction se préparaient à réorganiser et à transformer le Conseil, comme le montre sa nouvelle déclaration de vision d'un Conseil des Sciences et Technologies intelligent et centré sur les valeurs. Tout cela n'aurait pas été possible sans les efforts de renforcement des capacités de la SGCI qui ont bénéficié aux membres de notre personnel ainsi qu'à plusieurs chercheurs zambiens, rappelle M. Musenge.

Le Ministre Zambien de l'Enseignement Supérieur, Brian Mushimba, a déclaré que le Plan Stratégique et le tableau de bord du NSTC correspondaient bien à la vision du pays en matière d'industrialisation, qui était ancrée sur la Science, comme en témoigne l'approbation de la Politique d'Industrialisation et du Septième Plan de Développement National (7NDP).

*“Je suis également conscient que l'élaboration du Plan Stratégique est passée par un processus qui a impliqué diverses parties prenantes et clients Cela est conforme à la disposition de la constitution de la république de Zambie qui encourage la participation du public à la formulation des*



Dr James Nyirenda de l'Université de Zambie, École des sciences naturelles et son équipe après avoir reçu la bourse Covid -19 du NSTC à Lusaka, Zambie



Brian Mushimba, Ministre de l'Enseignement Supérieur, dévoile le Plan Stratégique et le tableau de bord 2019-2021 du Conseil National de la Science et de la Technologies (NSTC) à Lusaka, en Zambie

politiques dans le cadre du processus décisionnel”, a-t-il déclaré,”

“Je suis informé de manière fiable que le Plan Stratégique du Conseil qui est en train d'être lancé contribuera également de manière positive à la réalisation d'étapes clés grâce aux programmes importants suivants tels que la Science et la Technologie, le développement du capital humain, le développement des technologies et des infrastructures”, a-t-il ajouté.

En mettant en œuvre le Plan Stratégique, le Dr Mushimba a assuré les membres du Conseil d'Administration et du personnel de l'engagement de son ministère à soutenir le Conseil dans l'accomplissement de son mandat.

“Il est donc réconfortant de constater que le NSTC a déjà intégré la planification stratégique dans sa culture d'entreprise afin de réaliser sa vision et sa mission. La vision et la mission définies dans ce plan nécessiteront également une coopération avec diverses parties prenantes. À cet égard, pour assurer la réussite de la mise en œuvre du plan, le Conseil doit impliquer les parties prenantes concernées, telles que les universités, l'industrie ainsi que les partenaires régionaux et internationaux”, a-t-il déclaré.”

Le Dr Mushimba a été heureux de constater que le NSTC a un certain nombre de partenaires régionaux et internationaux dans l'entreprise scientifique, notamment la Fondation Nationale de la Recherche (NRF) d'Afrique du Sud, le Fonds National de Recherche (FNI) du Mozambique et la Fondation Allemande de Recherche (DFG) qui a été obtenue grâce à la participation à la SGCI.

Les partenariats stratégiques, a-t-il noté, sont essentiels car ils constituent une plate-forme d'échange de connaissances et de partage des ressources qui permettrait à la Zambie de se hisser au niveau mondial en matière de Science, de Technologie et d'Innovation.

“Le Gouvernement est déterminé à changer le statu quo de STI dans le pays, comme le prévoit le 7e Plan de Développement. Il s'engage à renforcer la science dans les établissements d'enseignement afin de promouvoir la productivité, l'innovation et la compétitivité dans l'économie. La recherche Scientifique et l'innovation seront les moteurs de la création de nouveaux produits et nouvelles façons de produire les produits existants efficacement”, a déclaré le Dr Mushimba.

Il a poursuivi en disant “Conformément à l'esprit qui consiste à ne laisser personne derrière, je souhaite demander à la Direction du Conseil que, lors de la mise en œuvre du Plan, vous poursuiviez votre engagement avec les parties prenantes, notamment les instituts de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les partenaires de développement, tels que la Banque Mondiale, la JICA, le PNUD, SIDA et l'USAID, pour n'en citer que quelques-uns. Je souhaite également au Conseil de la chance pendant la mise en œuvre du Plan Stratégique.”

D'un point de vue régional et mondial, la Stratégie d'Industrialisation de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) et les Objectifs de Développement Durable auxquels la Zambie est partie, reconnaissent l'importance de l'investissement dans la STI, en mettant l'accent sur le développement du capital humain et des infrastructures comme principaux moteurs de l'industrialisation.

Des études ont montré que les pays qui se sont industrialisés l'ont fait en ancrant leur programme d'industrialisation sur la STI.

C'est pour cette raison que le NSTC, en collaborant avec d'autres Conseils Subventionnaires de la Recherche scientifique en Afrique Subsaharienne dans le cadre de la SGCI pour assurer la réalisation rapide de la Vision 2030 de la Zambie qui est également ancrée sur la maximisation du rôle de catalyseur que la STI peut jouer dans le développement socio-économique du pays, a déclaré M. Mudenge.

Des études ont montré que les pays qui se sont industrialisés l'ont fait en ancrant leur programme d'industrialisation sur la STI.



# ZIMBABWE

## Les formations de la SGCI Donnent de bons Résultats au Zimbabwe

Sifelani Tsiko (Harare, Zimbabwe)



*Sthembiso Nyoni, ministre des affaires féminines, du Développement Communautaire et des Petites et Moyennes entreprises, et Monica Mutsvangwa, Ministre de l'Information, de la publicité et des services de radiodiffusion, lançant le rapport d'enquête sur la R&D des PME à Harare.*

Une seule chose a incité le Conseil de la Recherche du Zimbabwe (RCZ) à lancer avec succès le rapport sur l'Enquête Nationale de Recherche et de Développement sur les PME et les coopératives en juillet 2020. Confiance.

Mme Susan Muzite, Directrice Exécutive du RCZ, a déclaré qu'avant que son organisation ne reçoive une formation lors d'un atelier au Malawi soutenu par l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGCI) en Afrique Subsaharienne, il y avait la peur de l'inconnu, un sentiment d'impréparation et un manque de connaissances.

La formation, dit-elle, a renforcé les niveaux de confiance et a donné aux équipes du RCZ une pensée positive, de la pratique et des connaissances utiles sur la façon d'améliorer leur capacité à gérer des situations potentiellement difficiles liées aux Enquêtes Nationales.

*"Je reconnais le soutien que nous avons reçu de la SGCI. Notre lien avec la SGCI est très solide depuis 2015, date à*

*laquelle nous avons commencé à participer au projet", a-t-elle déclaré.*

*"Ils nous ont formés à la réalisation d'enquêtes sur la R&D. La session de formation à laquelle nous avons participé au Malawi et une autre que nous avons organisée ici ont peut-être été le facteur le plus important pour développer la confiance dans la planification et la préparation de cette enquête nationale complexe."*

*"Ce sont les sessions de formation de la SGCI qui nous ont permis de mener l'enquête, car il y a eu de très nombreux Instruments complexes et c'est la SGCI qui nous a donné les outils pour réaliser l'enquête, pour maintenir le professionnalisme et remplissez le questionnaire."*

Le lancement de l'Enquête Nationale de Recherche et Développement (R&D) sur les PME et les coopératives par le RCZ, le 15 juillet 2020, a permis de dresser un bilan complet de la situation des PME dans le pays, en mettant l'accent sur les principaux défis, opportunités et risques, ainsi que sur des recommandations utiles pour la croissance.



Sifelani Tsiko,  
Journaliste  
Scientifique

Le secteur des petites entreprises au Zimbabwe est un élément essentiel de l'économie nationale qui constitue un moteur important du Programme de Développement National - Vision 2030, qui vise à atteindre un statut d'économie à revenu moyen supérieur d'ici 2030 et à améliorer la qualité de vie, de productivité et de prospérité pour la population du Zimbabwe.

Le Zimbabwe reconnaît que les PME sont des sources majeures d'emploi et des moteurs de croissance de l'économie.

La recherche sur le secteur des PME est essentielle pour fournir des indications utiles sur la manière dont le gouvernement et les acteurs de ce secteur peuvent traiter pleinement les questions relatives à la régularisation, à la formalisation, à l'amélioration de l'accès au financement et aux marchés mondiaux.

L'enquête visait à accroître le stock de connaissances et à trouver des moyens significatifs d'appliquer les résultats de la recherche pour améliorer la productivité dans le secteur des PME.

Cette enquête, qui a été réalisée entre juillet et août 2019, visait à sensibiliser les PME et les coopératives à l'importance de la R&D, ainsi qu'à mesurer l'effort de R&D des acteurs de ce secteur

La compilation du rapport a été rendue possible grâce au soutien de l'Agence Nationale des Statistiques du Zimbabwe (ZIMSTAT), du Gouvernement et de la SGCI - financé conjointement par le Ministère Britannique du Développement International (DFID), le Centre de Recherches pour le CRDI du Canada et NRF de l'Afrique du Sud.

Les conclusions du rapport montrent que le paysage des PME est très diversifié - composé d'entreprises relativement jeunes et de nombreuses autres qui sont en activité depuis plus de trois ans.

Les conclusions du rapport montrent que le paysage des PME est très diversifié - composé d'entreprises relativement

jeunes et de nombreuses autres qui sont en activité depuis plus de trois ans.

Elles constituent environ 70 % de toutes les entreprises du pays.

Selon le rapport, cela se reflète dans les revenus générés et le nombre d'employés dont ils disposent".

*"La SGCI nous a donné la confiance nécessaire pour réaliser cette enquête. Il était très important pour le Zimbabwe de participer à ce projet de la SGCI. Nous sommes très heureux que l'enquête sur les PME et les coopératives en matière de R&D a été lancée", a déclaré Mme Muzite,"* said Mrs Muzite.

C'est vraiment un moment de fierté pour la SGCI qui nous a aidés à renforcer notre capacité à réaliser une telle enquête. Notre équipe a bon espoir que le RCZ soit sorti plus fort et plus autonome de cette initiative

C'est une victoire importante pour le Zimbabwe dans la bataille pour renforcer les capacités et les outils de R&D pour la réalisation de ces enquêtes. Il est évident que sans le soutien de la SGCI et d'autres partenaires, il aurait été impossible de mener à bien cette tâche, a-t-elle déclaré.

Selon Sithembiso Nyoni, Ministre des affaires féminines et du Développement des Communautés et des Petites et Moyennes Entreprises: *"C'est une grande réussite et un excellent exemple de la qualité de la recherche qui peut être encouragée en Afrique avec les compétences et le professionnalisme appropriés.*

*"Nous ne pouvons pas atteindre le développement socio-économique avec les seules grandes entreprises. Ce travail de recherche novateur sur les PME et les coopératives devrait nous aider à orienter nos politiques et nos plans d'action pour développer nos PME et les aider à contribuer de manière significative au développement de notre pays. Il devrait éclairer nos stratégies sur la meilleure façon de développer le secteur et de faciliter et soutenir*

“

Cette enquête, qui a été réalisée entre juillet et août 2019, visait à sensibiliser les PME et les coopératives à l'importance de la R&D, ainsi qu'à mesurer l'effort de R&D des acteurs de ce secteur.



Zimbabwe ministers Sthembiso Nyoni, Monica Mutsvangwa and Susan Muzite, Executive Director, RCZ during the launch in Harare

*l'autonomisation de la majorité de nos concitoyens dans ce secteur.”*

Le Ministre a déclaré que les PME et les coopératives devraient être au cœur de la réalisation de l'Agenda Vision 2030 pour devenir une économie à revenu moyen supérieur.

Le Zimbabwe fait partie de la SGCI qui cherche à renforcer les capacités des institutions d'Afrique subsaharienne à soutenir la recherche et les politiques fondées sur des données probantes qui contribueront au développement économique et social.

Le personnel du RCZ a énormément bénéficié de ce projet qui a également permis des collaborations internationales dans le domaine hautement spécialisé de la Recherche et du Développement.

Ce projet a permis de faire progresser considérablement les travaux du RCZ dans des domaines aussi importants que la réalisation d'enquêtes nationales sur la R&D et le soutien d'autres programmes nationaux de recherche.

*“Bien qu'il reste du travail à faire pour renforcer encore nos capacités, le soutien de la SGCI depuis 2015 nous a permis de faire de grands progrès dans le renforcement de nos niveaux de confiance et d'améliorer nos outils de recherche et notre professionnalisme”,* a déclaré Mme Muzite.

*“Le lancement de ce rapport nous incite à aller de l'avant avec notre mandat. Je suis très encouragée”,* a-t-elle ajouté.

Le RCZ et la plupart des autres Conseils de recherche clés en Afrique sont toujours confrontés à de nombreux défis, liés à un financement insuffisant, à la fuite des cerveaux et aux faibles soutiens des gouvernements.

Le Zimbabwe et la plupart des pays africains ont besoin d'un soutien financier accru pour la Recherche et l'Innovation afin de relever certains des défis auxquels ils sont confrontés.

Malgré quelques succès, la recherche scientifique en Afrique a souffert de la fuite des cerveaux et du faible rendement de la recherche ainsi que du manque de développement des infrastructures scientifiques et technologiques.

Mme Muzite a déclaré que le projet SGCI a fourni une plateforme et un espace pour le partage des preuves, des leçons apprises et des meilleures pratiques.

*“Cela nous a beaucoup aidés à renforcer notre confiance et ce rapport d'enquête sur la R&D est le résultat de cette initiative de la SGCI”,* a-t-elle déclaré. *“c'est le fruit de ce projet qui contribuera à stimuler le développement social et économique de notre pays”*



## A propos de Science Africa

Science Africa (SA) est un cabinet de conseil en communication scientifique qui tient à populariser les différents aspects de la STI en tant que force motrice du développement socio-économique durable en Afrique. Depuis 1994, SA fournit des services spécialisés de communication stratégique, de recherche, de renforcement des capacités, de conseil en matière de médias et de rédaction, ainsi qu'un soutien pratique à diverses organisations partenaires des secteurs privé et public aux niveaux national, régional et international. SA dispose d'un vaste réseau de partenaires hautement qualifiés, répartis dans toute l'Afrique Subsaharienne, capables de répondre aux besoins des organisations les plus exigeantes et les plus interconnectées. Chez Science Africa, nous pensons qu'aucune société, aucun pays ou région ne peut se développer sans intégrer la STI dans son programme de développement de base. Nous avons donc conçu le menu de produits et services suivant pour aider nos partenaires et clients à réaliser leurs buts et objectifs stratégiques de la manière la plus durable possible. <http://www.scienceafrica.co.ke>



TheScinnoventCentre  
SCIENCE, INNOVATION AND ENTERPRISE

## Scinnovent Centre

Nous sommes un groupe de réflexion à but non lucratif sur les politiques de la science, de la technologie et de l'innovation, enregistré au Kenya. Notre mission est de fournir aux décideurs politiques, aux chercheurs et aux praticiens du monde des affaires les connaissances, les outils et les compétences qui améliorent leurs capacités en matière d'innovation, de prise de décision et de création de richesse. Notre travail est guidé par trois objectifs stratégiques : (i) produire des preuves qui soutiennent les politiques et la prise de décision : Nos recherches explorent les défis et les opportunités présentés par les changements scientifiques, technologiques, institutionnels et de gouvernance et fournissent aux utilisateurs finaux et aux décideurs des options politiques basées sur des preuves (ii) renforcer les compétences et façonner les attitudes : Nous fournissons des connaissances appropriées, des informations actualisées, des meilleures pratiques, des outils et des compétences pratiques en matière d'analyse des politiques, de gestion de l'innovation et d'application des connaissances et (iii) nous facilitons l'apprentissage interactif, la mise en réseau et le dialogue. Ces sessions interactives permettent aux acteurs d'apprendre de nouvelles choses, de nouvelles façons de faire les choses et de s'organiser différemment afin d'obtenir de meilleurs résultats (Pour en savoir plus sur notre travail, consultez le site [www.scinnovent.org](http://www.scinnovent.org)).



Le Scinnovent Centre  
Second Floor, Karen Plains Arcade  
B.P 52486 - 00100, GPO, Nairobi, Kenya  
Site Web: [www.scinnovent.org](http://www.scinnovent.org); Tel: +254 020 2173433

